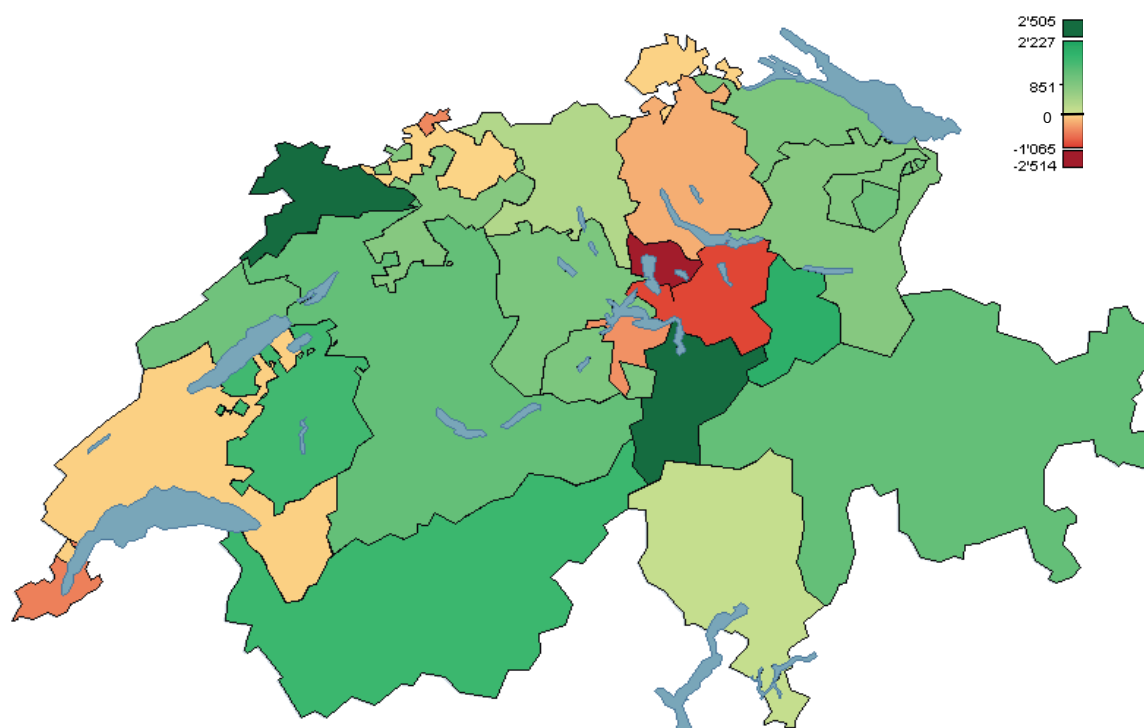


Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur

Péréquation financière 2014

entre la Confédération et les cantons



Paiements compensatoires nets en francs par habitant; péréquation financière pour 2014



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des finances DFF
Administration fédérale des finances AFF

Tableaux de données (Excel):

http://www.efv.admin.ch/lfdokumentation/finanzpolitik_grundlagen/finanzausgleich.php

Table des matières

1	Contexte	3
1.1	Bases légales	3
1.2	Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)	3
1.3	Groupe technique chargé de l'assurance-qualité	3
1.4	Statut du présent rapport	3
1.5	Documents complémentaires sur Internet	4
2	Péréquation des ressources en 2014	5
2.1	Éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2014	5
2.1.1	Revenus déterminants des personnes physiques en 2014	5
2.1.2	Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2014	8
2.1.3	Fortunes déterminantes en 2014	11
2.1.4	Bénéfices déterminants des personnes morales en 2014	13
2.1.5	Répartitions fiscales déterminantes en 2014	17
2.2	Potentiel de ressources et indice des ressources en 2014	18
2.3	Péréquation des ressources en 2014 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources	21
2.4	Mesures en cas de qualité insuffisante des données	24
3	Compensation des charges en 2014	25
3.1	Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)	25
3.2	Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)	29
3.2.1	Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)	30
3.2.2	Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)	32
3.2.3	Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques	35
4	Compensation des cas de rigueur en 2014	37
5	Vue d'ensemble des paiements en 2014	39
6	Adaptations de l'OPFCC	45
6.1	Adaptation des données démographiques	45
6.2	Arrondissement de l'indice des ressources	47
Annexe 1		49
	Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)	49

1 Contexte

1.1 Bases légales

La loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Elle prévoit à son art. 5, al. 1, que le Parlement fixe les contributions de base à la péréquation des ressources et à la compensation des charges par périodes successives de quatre ans. En cours de période quadriennale, les dotations sont adaptées conformément aux dispositions de la PFCC (art. 5, al. 2, et art. 9, al. 2).

Le processus annuel de calcul des indices des ressources et des charges ainsi que des paiements compensatoires est décrit en détail dans le message du 8 décembre 2006 sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur (FF 2007 687 ss). Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité accompagne le processus (art. 44 de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges [OPFCC]).

1.2 Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)

En vertu de la PFCC et de l'OPFCC, le Contrôle fédéral des finances (CDF) joue également un rôle en matière d'assurance-qualité. Ainsi, afin d'assurer la qualité des données de base, il a mené des audits auprès des administrations fiscales cantonales depuis l'introduction. Durant la première période quadriennale 2008–2011, tous les cantons ont fait l'objet d'un premier audit. En 2013, le CDF a examiné uniquement les données relatives à une sélection d'indicateurs de l'année fiscale 2010 livrées par les cantons de Zurich, des Grisons, de Soleure, de Schwyz, du Valais, du Jura et de Bâle-Campagne. En présence d'erreurs systématiques, l'audit a été étendu aux années fiscales 2008 et 2009 (cf. le rapport succinct de juin 2013 du CDF en annexe).

1.3 Groupe technique chargé de l'assurance-qualité

Ce groupe technique a été institué par le DFF (art. 44, al. 1, OPFCC). Il a notamment pour tâche d'examiner la situation et de discuter des éventuelles mesures à prendre en matière d'assurance-qualité avec le CDF. En outre, il se prononce sur les questions de méthode.

Pour respecter le calendrier relatif aux chiffres 2014, les calculs se sont fondés sur les données les plus récentes, soit celles disponibles au 3 juin 2013.

1.4 Statut du présent rapport

Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité a approuvé le présent rapport à sa séance du 18 juin 2013. Ce document présente les résultats des travaux consacrés par l'AFF et par le groupe technique au nouveau calcul des indices ainsi que des paiements compensatoires pour l'année de référence 2014.

Le présent rapport est conçu de manière à permettre de comparer les chiffres-clés jouant un rôle central pour l'année de paiement 2014 à ceux de l'année précédente. L'accent y est donc volontairement mis, par souci de clarté, sur les principaux résultats des nouveaux calculs. Les

tableaux cités dans le rapport permettent également de comparer entre elles chacune des années de calcul (2008, 2009 et 2010) pour tous les éléments du potentiel de ressources. La remarque vaut par analogie pour la compensation des charges de la Confédération.

1.5 Documents complémentaires sur Internet

Toutes les bases de calcul (tableaux Excel) servant à déterminer les indices des ressources, les indices des charges et les paiements compensatoires sont téléchargeables sur Internet, pour aider les cantons à vérifier systématiquement la plausibilité de leurs données:

http://www.efv.admin.ch/ff/dokumentation/finanzpolitik_grundlagen/finanzausgleich.php

La documentation publiée sur Internet fait partie intégrante du présent rapport.

Durée de l'audition

La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF) confirmera au DFF que les cantons ont pris connaissance des calculs et lui transmettra son avis concernant les propositions éventuelles des cantons jusqu'au 27 septembre 2013 (FF 2007 689).

2 Péréquation des ressources en 2014

Le potentiel de ressources en 2014 se base sur les années de calcul 2008, 2009 et 2010; il reflète ainsi la situation économique des cantons de 2008 à 2010. En ce qui concerne les données de base, le potentiel de ressources repose donc sur une moyenne de trois années, comme l'exige l'art. 3, al. 4, PFCC.

Dans les pages qui suivent, sont présentés d'abord les divers éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2014 (ch. 2.1.1 à 2.1.5), puis les potentiels de ressources et les indices des ressources en 2014 (ch. 2.2). Suit la péréquation des ressources en 2014, autrement dit les montants que chaque canton versera ou percevra (ch. 2.3). Enfin, le chapitre 2.4 donne un aperçu des corrections opérées.

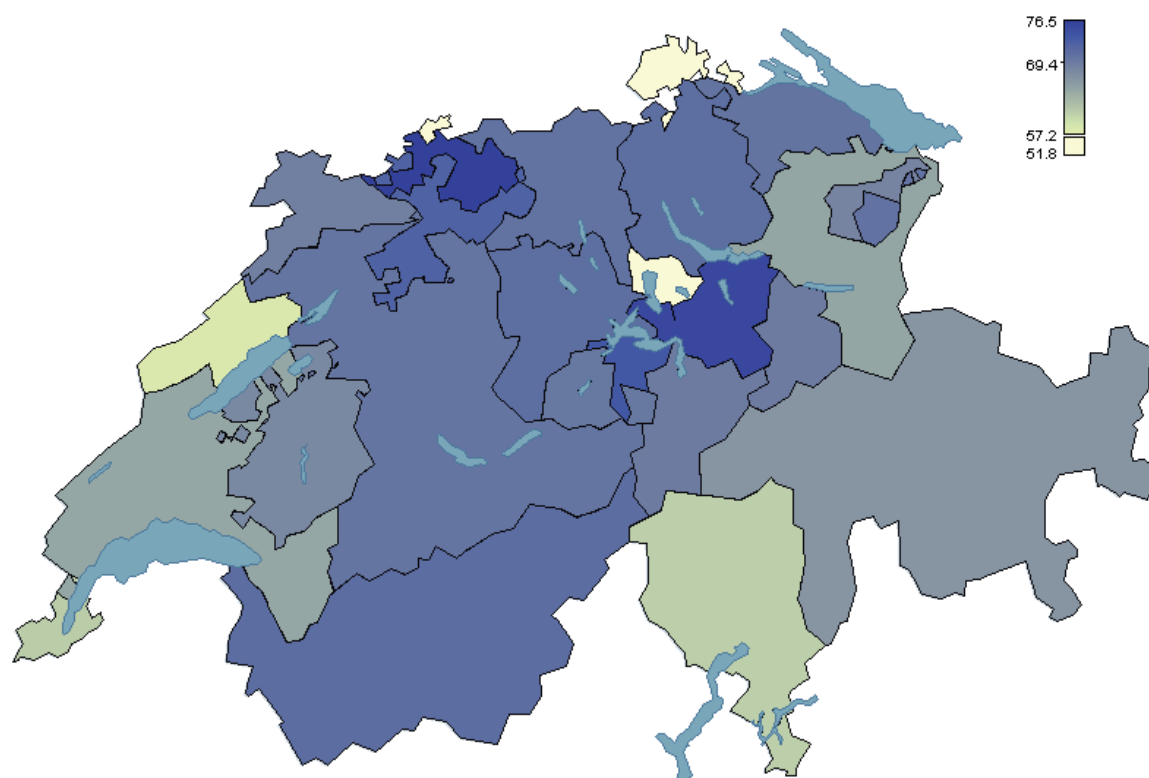
2.1 Eléments constitutifs du potentiel de ressources en 2014

2.1.1 Revenus déterminants des personnes physiques en 2014

Il n'a pas été nécessaire de procéder à des corrections ni à des estimations des revenus déterminants des personnes physiques pour l'année de référence 2014.

Quelque 67,1 % en moyenne du potentiel total de ressources provient, tous cantons confondus, des revenus déterminants des personnes physiques (cf. tableau 7, p. 19). Il s'agit donc de la principale composante du potentiel de ressources. Sa part varie cependant considérablement d'un canton à l'autre, oscillant entre 51,8 % (BS) et 76,5 % (BL), comme le montrent la figure 1 et le tableau 7.

Figure 1 Part des revenus déterminants des personnes physiques au potentiel de ressources en 2014, en pourcent



Le tableau 1 présente les résultats pour l'année 2014 et une comparaison avec l'année 2013. Sur le plan suisse, les revenus déterminants affichent une hausse de 1,1 %. Les cantons présentant la plus forte augmentation sont ceux des Grisons (+3,8 %), Obwald (+2,9 %) et Schwyz (+2,7 %). Trois cantons présente une diminution du revenu déterminant par rapport à 2013. Il s'agit des cantons d'Appenzell Rh.-Int. (-2,4 %), Neuchâtel (-0,8 %) et Schaffhouse (-0,2 %).

Si l'on considère la dernière année de calcul (2010), on constate que par rapport à l'année 2009, les revenus déterminants se sont accrus de 1,7 % à l'échelle nationale. Les cantons les plus dynamiques sont Glaris (+5,1 %), Uri (+3,8 %) et ceux ayant connu un recul sont Appenzell Rh.-Int. (-8,3 %), Schwyz (-0,6 %) et Nidwald (-0,3 %).

Tableau 1 Revenus déterminants des personnes physiques en 2014 et comparaison avec 2013

Franchise 2008 - 2010: 29'200 CHF

	Revenus déterminants des personnes physiques									
	Années de calcul					Années de référence				
	2008	Diff. 09 / 08 (en %)	2009	Diff. 10 / 09 (en %)	2010	2014	Diff. 14 / 13 (en %)	2013		
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab.	en CHF par hab.
ZH	34'332'807	-1.7%	34'243'297	25'053	35'246'961	25'474	34'607'688	25'336	25'160	25'160
BE	15'084'982	2.6%	15'552'139	15'877	15'910'795	16'179	15'515'972	15'846	15'642	15'642
LU	6'065'955	3.2%	6'340'116	17'092	6'501'848	17'331	6'302'640	16'996	16'684	16'684
UR	427'579	4.9%	450'163	12'946	466'817	13'434	448'186	12'907	12'648	12'648
SZ	4'994'903	5.9%	5'351'186	37'239	5'374'074	37'009	5'240'054	36'479	35'519	35'519
OW	592'626	2.3%	615'750	17'762	665'437	18'903	624'604	18'016	17'515	17'515
NW	1'146'128	-1.2%	1'139'289	28'366	1'137'466	28'268	1'140'961	28'449	28'456	28'456
GL	538'495	0.8%	544'002	14'219	574'654	14'946	552'384	14'426	14'116	14'116
ZG	4'591'107	-2.2%	4'522'711	40'690	4'597'067	41'075	4'570'295	41'117	40'738	40'738
FR	4'061'814	3.2%	4'271'885	15'599	4'446'249	15'960	4'259'982	15'561	15'378	15'378
SO	4'288'401	3.1%	4'449'153	17'650	4'492'693	17'732	4'410'082	17'499	17'288	17'288
BS	4'341'825	0.6%	4'401'934	22'919	4'503'203	23'257	4'415'654	22'989	22'657	22'657
BL	6'244'609	1.9%	6'404'586	23'622	6'535'450	23'983	6'394'882	23'601	23'396	23'396
SH	1'227'542	0.1%	1'239'458	16'375	1'269'588	16'682	1'245'529	16'472	16'504	16'504
AR	901'633	2.4%	925'874	17'575	951'184	18'087	926'230	17'610	17'164	17'164
AI	271'966	4.9%	292'314	18'838	273'126	17'272	279'136	18'018	18'459	18'459
SG	7'265'321	0.8%	7'386'921	15'574	7'540'609	15'802	7'397'617	15'609	15'467	15'467
GR	3'184'685	3.3%	3'317'829	17'036	3'424'468	17'525	3'308'994	17'022	16'402	16'402
AG	11'039'096	1.4%	11'366'272	19'046	11'673'645	19'317	11'359'671	19'054	18'929	18'929
TG	3'957'109	1.5%	4'074'225	16'693	4'161'203	16'857	4'064'179	16'666	16'450	16'450
TI	6'018'308	3.0%	6'234'367	18'690	6'353'706	18'860	6'202'127	18'568	18'273	18'273
VD	14'756'187	-2.4%	14'696'198	20'848	15'487'331	21'616	14'979'905	21'276	21'060	21'060
VS	4'474'522	2.9%	4'669'383	15'301	4'776'054	15'440	4'639'986	15'204	15'073	15'073
NE	2'749'137	-1.6%	2'723'158	15'808	2'734'328	15'862	2'735'541	15'912	16'034	16'034
GE	12'073'946	0.2%	12'278'279	27'064	12'629'665	27'503	12'327'297	27'196	26'994	26'994
JU	881'585	0.8%	891'269	12'972	924'737	13'429	899'197	13'091	12'951	12'951
CH	155'512'264	0.7%	158'381'759	20'302	162'652'359	20'648	158'848'794	20'374	20'148	20'148

2.1.2 Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2014

Des accords bilatéraux sur l'imposition des frontaliers ont été conclus avec tous les pays voisins. Le tableau 2a présente séparément les revenus déterminants pour l'imposition à la source selon chacun des accords en vigueur.

Pour des raisons liées à sa solution informatique, le canton du Jura n'a pas été en mesure de livrer les données sur les salaires bruts d'une partie des assujettis – les résidents imposés à la source – pour la période fiscale 2008. C'est pourquoi les salaires bruts des résidents imposés à la source ont été calculés par extrapolation, selon la même méthode que lors des années précédentes. Les données des années de calcul 2009 et 2010 ont en revanche été livrées correctement.

Comme le montre le tableau 2b, les revenus déterminants pour l'imposition à la source ont augmenté dans pratiquement tous les cantons en 2014 par rapport à 2013. Les cantons de Schwyz et d'Appenzell Rh.-Int. affichent toutefois une diminution de -2,9 % respectivement -1,9 %. Les cantons ayant la plus forte augmentation sont Glaris (+10,8 %) et Neuchâtel (+6,9 %). Cette croissance est principalement due à l'augmentation des revenus de la catégorie des «étrangers résidents et des conseils d'administration étrangers», mais aussi, dans le cas de Neuchâtel, à l'augmentation des revenus de la catégorie des frontaliers français imposés par la France.

En moyenne cantonale, une part de 4,4 % du potentiel de ressources provient des revenus déterminants pour l'imposition à la source, les valeurs par canton se situant entre 1,5 % (NW) et 9,8 % (GE) (cf. tableau 7).

Tableau 2a Calcul des revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2014

en CHF 1'000

	Etrangers établis dans la région et conseillers d'administration étrangers	Frontaliers imposés entièrement	Frontaliers assujettis de manière limitée					Somme	Somme par habitant (en CHF)
			autrichiens	allemands	français imposés par le canton de Genève	français imposés par la France	italiens		
ZH	1'612'284	17'026	0	53'151	0	0	0	1'682'461	1'232
BE	547'006	20'756	375	1'427	0	12'443	0	582'007	594
LU	241'325	1'681	9	564	0	0	0	243'579	657
UR	26'389	0	1'679	0	0	0	0	28'068	808
SZ	90'836	21'543	974	209	0	0	0	113'562	791
OW	25'900	599	2	4	0	0	0	26'505	765
NW	22'780	320	599	16	0	0	0	23'715	591
GL	28'152	45	535	7	0	0	0	28'739	751
ZG	194'456	6'050	1'083	479	0	0	0	202'068	1'818
FR	181'627	0	799	0	0	0	0	182'427	666
SO	135'013	3'544	205	3'901	0	9'612	0	152'275	604
BS	250'212	40'893	173	148'488	0	186'886	0	626'652	3'263
BL	140'979	22'492	241	70'115	0	113'343	0	347'171	1'281
SH	95'263	5'668	79	38'407	0	0	0	139'416	1'844
AR	34'491	754	3'048	454	0	0	0	38'746	737
AI	6'574	598	841	85	0	0	0	8'098	523
SG	316'324	15'056	107'676	7'762	0	0	0	446'819	943
GR	274'013	59'778	5'049	3	0	0	11'217	350'060	1'801
AG	368'698	60'655	332	88'185	0	0	0	517'869	869
TG	185'090	10'259	4'182	28'274	0	0	0	227'805	934
TI	243'984	100'884	2'792	0	0	0	414'120	761'780	2'281
VD	931'742	0	0	0	0	175'706	0	1'107'448	1'573
VS	336'679	1'856	0	38	0	7'992	8'181	354'746	1'162
NE	119'853	3'469	1	10	0	85'604	0	208'937	1'215
GE	689'184	50'902	169	0	1'248'613	0	0	1'988'869	4'388
JU *	26'356	1'262	0	57	0	45'532	0	73'207	1'066
CH	7'125'209	446'089	130'845	441'637	1'248'613	637'119	433'518	10'463'030	1'342

* Pour le canton du Jura, les salaires bruts 2008 des résidents ont été corrigés faute de données disponibles (cf. ch. 2.4 du présent rapport).

Tableau 2b Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2014 et comparaison avec 2013

Revenus déterminants pour l'imposition à la source										
	Années de calcul				Années de référence					
	2008	Diff. 09 / 08 (en %)	2009	Diff. 10 / 09 (en %)	2010	2014	Diff. 14 / 13 (en %)	2013		
	en CHF 1'000	en CHF par hab.	en CHF 1'000	en CHF par hab.	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF par hab.	en CHF par hab.		
ZH	1'551'532	6.2%	1'672'169	1'223	1'823'682	1'682'461	1'232	1'194		
BE	548'346	8.2%	596'444	609	601'232	582'007	594	583		
LU	228'411	5.2%	243'169	656	259'158	243'579	657	650		
UR	23'886	32.1%	31'659	910	28'660	28'068	808	769		
SZ	109'232	-2.9%	107'363	747	124'091	113'562	791	814		
OW	23'845	7.7%	26'078	752	29'592	26'505	765	751		
NW	21'444	6.8%	23'053	574	26'648	23'715	591	570		
GL	24'875	5.9%	26'396	690	34'947	28'739	751	677		
ZG	197'493	0.1%	199'138	1'792	209'572	202'068	1'818	1'759		
FR	167'680	7.6%	183'821	671	195'779	182'427	666	663		
SO	143'145	7.8%	155'213	616	158'467	152'275	604	584		
BS	589'768	9.3%	649'743	3'383	640'446	626'652	3'263	3'242		
BL	331'977	4.7%	349'852	1'290	359'683	347'171	1'281	1'250		
SH	129'004	8.0%	140'509	1'856	148'736	139'416	1'844	1'766		
AR	35'863	10.5%	39'739	754	40'637	38'746	737	709		
AI	7'978	-0.8%	8'106	522	8'209	8'098	523	533		
SG	429'688	2.5%	444'078	936	466'691	446'819	943	929		
GR	325'299	7.4%	352'459	1'810	372'422	350'060	1'801	1'746		
AG	459'913	13.9%	532'315	892	561'380	517'869	869	835		
TG	206'669	9.1%	228'674	937	248'073	227'805	934	888		
TI	700'698	7.5%	757'659	2'271	826'982	761'780	2'281	2'208		
VD	959'197	20.5%	1'179'760	1'674	1'183'387	1'107'448	1'573	1'494		
VS	325'250	7.2%	353'567	1'159	385'419	354'746	1'162	1'122		
NE	188'664	16.8%	221'935	1'288	216'213	208'937	1'215	1'137		
GE	1'828'229	7.3%	1'990'699	4'388	2'147'679	1'988'869	4'388	4'299		
JU *	74'867	-6.0%	70'602	1'028	74'151	73'207	1'066	1'055		
CH	9'632'952	8.6%	10'584'202	1'357	11'171'935	10'463'030	1'342	1'304		

* Pour le canton du Jura, les salaires bruts 2008 des résidents ont été corrigés faute de données disponibles (cf. ch. 2.4 du présent rapport).

2.1.3 Fortunes déterminantes en 2014

La fortune nette de chaque canton est pondérée à l'aide d'un facteur alpha uniforme. Selon l'art. 13, al. 4, OPFCC, ce facteur doit être recalculé pour chaque période de quatre ans. Grâce à ce facteur, le potentiel de ressources tient compte non pas de la fortune nette totale des personnes physiques, mais seulement de son augmentation de valeur moyenne. Pour la deuxième période quadriennale on applique un facteur alpha de 0,8 %. Ce facteur est valable pour toutes les années de calcul de l'année de référence 2014.

Les fortunes déterminantes de l'année 2014 sont présentées en détail dans le tableau 3. Par rapport à l'année précédente, les fortunes ont augmenté dans 18 cantons, celui des Grisons affichant la plus forte croissance (+5,4 %). Le recul le plus important (-2,6 %) a été enregistré dans le canton de Bâle-Ville. Pour l'ensemble de la suisse, les fortunes déterminantes ont augmenté de 1,0 % en 2014 par rapport à 2013.

Tous cantons confondus, les fortunes déterminantes représentent 4,6 % du potentiel de ressources, oscillant entre 2,7 % (NE) et 11,2 % (NW) (cf. tableau 7).

Tableau 3 Fortunes déterminantes des personnes physiques en 2014 et comparaison avec 2013

	Fortunes déterminantes des personnes physiques									
	Années de calcul					Années de référence				
	2008	Diff. 09 / 08	2009	Diff. 10 / 09	2010	2014	Diff. 14 / 13	2013		
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.
ZH	2'345'475	1'741	2'633'813	1'927	2'743'501	2'574'263	1'885	1'868	1'868	1'868
BE	1'101'652	1'130	1'165'801	1'190	1'185'780	1'151'078	1'176	1'181	1'181	1'181
LU	408'928	1'116	442'182	1'192	456'344	435'818	1'175	1'150	1'150	1'150
UR	30'844	890	33'161	954	34'445	32'817	945	922	922	922
SZ	487'894	3'435	604'964	4'210	635'492	576'116	4'011	3'919	3'919	3'919
OW	49'531	1'451	54'575	1'574	57'968	54'025	1'558	1'490	1'490	1'490
NW	158'275	3'965	178'952	4'456	185'855	174'361	4'348	4'195	4'195	4'195
GL	44'676	1'171	47'596	1'244	49'391	47'221	1'233	1'226	1'226	1'226
ZG	316'982	2'871	342'467	3'081	346'620	335'356	3'017	3'024	3'024	3'024
FR	184'643	687	193'249	706	198'362	192'085	702	705	705	705
SO	166'137	663	170'550	677	168'551	168'412	668	675	675	675
BS	336'745	1'767	360'903	1'879	353'761	350'470	1'825	1'873	1'873	1'873
BL	264'544	983	284'319	1'049	284'403	277'755	1'025	1'041	1'041	1'041
SH	78'361	1'044	84'376	1'115	87'867	83'535	1'105	1'102	1'102	1'102
AR	83'576	1'591	88'474	1'679	92'084	88'045	1'674	1'628	1'628	1'628
AI	27'027	1'784	29'237	1'884	31'019	29'094	1'878	1'835	1'835	1'835
SG	592'111	1'259	629'103	1'326	658'054	626'423	1'322	1'310	1'310	1'310
GR	323'874	1'678	346'890	1'781	377'764	349'509	1'798	1'706	1'706	1'706
AG	687'862	1'171	740'943	1'242	758'472	729'092	1'223	1'189	1'189	1'189
TG	291'307	1'210	317'853	1'302	332'638	313'933	1'287	1'256	1'256	1'256
TI	361'031	1'089	372'551	1'117	382'934	372'172	1'114	1'079	1'079	1'079
VD	822'483	1'191	864'893	1'227	904'619	863'998	1'227	1'212	1'212	1'212
VS	292'034	970	301'427	988	313'053	302'171	990	985	985	985
NE	122'781	718	126'084	732	127'080	125'315	729	738	738	738
GE	612'910	1'371	638'855	1'408	659'795	637'187	1'406	1'408	1'408	1'408
JU	42'538	621	43'561	634	45'372	43'824	638	627	627	627
CH	10'234'222	1'327	11'096'779	1'422	11'471'222	10'934'074	1'402	1'388	1'388	1'388

2.1.4 Bénéfices déterminants des personnes morales en 2014

Les bénéfices déterminants des personnes morales représentent environ un quart du potentiel de ressources (cf. tableau 7). En vertu de la loi du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), les cantons imposent à un taux réduit les bénéfices réalisés à l'étranger par les sociétés à statut fiscal spécial. Cet élément est pris en compte dans le calcul du potentiel de ressources. Pour cette raison, nous présentons deux tableaux, le tableau 5a pour les bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial et le tableau 5b pour les bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial.¹

Les bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial sont pondérés à l'aide de facteurs bêta. Ces facteurs, identiques pour tous les cantons, servent à calculer le potentiel fiscalement exploitable. Selon l'art. 19, al. 3, OPFCC, les facteurs bêta sont fixés pour une période péréquative de quatre ans.

Tableau 4 Facteurs bêta de la deuxième période quadriennale

	Status	2012 - 2015		Total
		Facteur de base	Facteur de majoration	
Sociétés holding	2	0.0%	2.7%	2.7%
Sociétés de domicile	3	6.2%	2.6%	8.8%
Sociétés mixtes	4	10.0%	2.5%	12.5%

Dans le cas des sociétés holding, le facteur de base est 0. Pour les sociétés de domicile et les sociétés mixtes, le facteur de base correspond dans chaque cas au premier quartile des parts imposables des autres recettes de source étrangère des personnes morales de toute la Suisse assujetties en vertu de l'art. 28, al. 3 ou 4, LHID. Quant à la base de calcul, il s'agit des années de calcul 2003 à 2007. Outre le facteur de base, un facteur de majoration intervient. Ce facteur tient compte du fait que les cantons ont droit à une part de 17 % de l'impôt fédéral direct, assimilable à des recettes fiscales propres. Les calculs correspondants sont définis dans l'OPFCC, annexe 6.

Les bénéfices des personnes morales sont très volatils. Pour l'année de référence 2014, ils affichent un recul de 3,5 % par rapport à 2013 sur l'ensemble de la Suisse. Ce recul est principalement à attribuer au fait que l'année de calcul 2007 n'entre plus dans la base de calcul de l'année de référence 2014. En effet, l'année 2007, qui constituait une des années de calcul de base pour l'année de référence 2013, affichait un bénéfice des personnes morales relativement élevé (+14 % par rapport à 2008 à l'échelle nationale). Pour l'année de référence 2014, c'est l'année 2010 qui entre dans la base de calcul. Entre les années de calcul 2009 et 2010, les bénéfices des personnes morales restent relativement stables (-0,1 %).

¹ Pour des raisons de délais, une erreur mineure dans les données du canton de Bâle-Campagne n'a pas pu être prise en compte dans le présent rapport. Celle-ci sera corrigée avec d'autres éventuels changements issus de l'audition en automne. Pour le canton de Bâle-Campagne, cette erreur impliquera une charge supplémentaire d'environ 80'000 francs. Pour les autres cantons, les effets seront sensiblement plus faibles. De plus, concernant les indices des ressources, il n'y a aucun changement avant le deuxième chiffre après la virgule.

Ce sont les cantons de Neuchâtel et de Berne qui affichent la diminution la plus importante par rapport à 2013 avec -12,8 % et -10,1 %. Les cantons du Valais et d'Appenzell Rh.-Ext. présente une croissance de 11,7 % et 10,8 % respectivement (cf. tableau 5a).

Dans la plupart des cantons, le nombre de personnes morales bénéficiant d'un statut fiscal spécial est peu élevé, de sorte qu'une seule société peut être à l'origine d'importantes variations de pourcentage. Le tableau 5b présente ces différences. Sur le plan suisse, les bénéfices des personnes morales avec statut fiscal spécial de 2014 reculent de 6 % par rapport à 2013. Là aussi, l'abandon de l'année de calcul 2007 de la base de calcul du potentiel des ressources 2014 a son importance. En effet, les bénéfices des personnes morales avec statut fiscal spécial sont, sur le plan suisse, 25 % plus élevés en 2007 qu'en 2008. De plus, entre les années de calcul 2009 et 2010, les bénéfices des personnes morales avec statut fiscal spécial pour l'ensemble de la Suisse reculent de 6,8 %.

Ainsi, pour l'année de référence 2014, 20 cantons affichent un fort recul par rapport à 2013, dont les plus important sont les suivants: Uri (-57,4 %), Obwald (-49,7 %), Tessin (-27,9 %), Appenzell Rh.-Int. (-18,7 %) et Lucerne (-18,4 %). Les cantons de Berne, de Fribourg et de Bâle-Campagne affichent quant à eux une croissance relativement importante (+185,7 %), (+20,6 %) et (+19,0 %) respectivement.

Tableau 5a Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial en 2014 et comparaison avec 2013

	Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial									
	Années de calcul					Années de référence				
	2008	Diff. 09 / 08	2009	Diff. 10 / 09	2010	2014	Diff. 14 / 13	2013		
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab.	en CHF par hab.	
ZH	8'947'209	6'641	10'458'083	7'651	10'971'641	10'125'644	7'413	7'927		
BE	4'428'303	4'544	4'990'345	5'095	4'357'059	4'591'902	4'689	5'219		
LU	1'622'624	4'428	1'695'708	4'571	2'006'853	1'775'062	4'787	4'484		
UR	127'631	3'684	125'541	3'610	136'180	129'784	3'738	3'732		
SZ	758'677	5'342	829'728	5'774	967'922	852'109	5'932	6'055		
OW	156'109	4'573	192'141	5'542	199'523	182'591	5'267	4'838		
NW	192'271	4'817	183'847	4'577	197'152	191'090	4'765	4'622		
GL	126'919	3'326	125'169	3'272	156'012	136'033	3'553	3'282		
ZG	1'901'055	17'221	1'899'608	17'090	2'030'423	1'943'695	17'487	17'161		
FR	1'211'307	4'506	1'530'843	5'590	1'216'549	1'319'566	4'820	4'689		
SO	1'207'575	4'819	1'269'617	5'037	1'406'308	1'294'500	5'137	5'216		
BS	1'362'204	7'150	1'567'442	8'161	1'574'444	1'501'364	7'817	8'619		
BL	1'067'987	3'967	1'145'975	4'227	1'152'674	1'122'212	4'142	3'906		
SH	591'840	7'886	702'173	9'277	683'010	659'008	8'715	8'154		
AR	273'914	5'216	299'230	5'680	309'612	294'252	5'595	5'048		
AI	77'860	5'140	65'920	4'248	79'925	74'568	4'813	4'563		
SG	2'761'433	5'872	2'590'574	5'462	2'753'495	2'701'834	5'701	5'634		
GR	956'014	4'953	754'454	3'874	737'652	816'040	4'198	4'084		
AG	3'185'900	5'423	3'781'144	6'336	3'386'009	3'451'018	5'788	5'840		
TG	1'171'972	4'870	1'069'870	4'383	1'195'210	1'145'684	4'698	4'823		
TI	2'410'039	7'268	2'627'288	7'876	2'339'786	2'459'038	7'362	7'738		
VD	4'080'431	5'906	4'031'372	5'719	3'668'758	3'926'854	5'577	5'884		
VS	1'031'678	3'427	1'050'098	3'441	1'239'390	1'107'055	3'628	3'247		
NE	1'622'022	9'480	944'073	5'480	1'132'897	1'232'997	7'172	8'222		
GE	4'255'454	9'521	3'735'598	8'234	4'165'622	4'052'224	8'940	9'447		
JU	286'459	4'182	250'280	3'643	268'790	268'509	3'909	4'119		
CH	45'814'885	5'941	47'916'121	6'142	48'332'895	47'354'633	6'074	6'292		

Tableau 5b Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial en 2014 et comparaison avec 2013

	Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial									
	Années de calcul					Années de référence				
	2008	Diff. 09 / 08	2009	Diff. 10 / 09	2010	2014	Diff. 14 / 13	2013		
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab. (en %)		
ZH	448'505	333	594'843	435	399'661	481'003	352	402		
BE	210'319	216	157'786	161	916'214	428'106	437	153		
LU	126'349	345	151'151	407	74'325	117'275	316	387		
UR	773	22	1'251	36	667	897	26	61		
SZ	189'114	1'331	183'795	1'279	86'683	153'197	1'066	1'478		
OW	4'249	124	4'319	125	4'561	4'376	126	251		
NW	13'034	327	16'863	420	18'648	16'182	403	421		
GL	10'749	282	14'514	379	37'417	20'893	546	540		
ZG	1'287'709	11'665	1'138'811	10'246	1'068'768	1'165'096	10'482	12'496		
FR	296'095	1'101	346'782	1'266	334'735	325'871	1'190	987		
SO	26'330	105	15'812	63	19'498	20'547	82	87		
BS	1'655'260	8'688	1'765'493	9'192	1'456'981	1'625'912	8'465	9'515		
BL	142'392	529	261'274	964	299'781	234'482	865	727		
SH	317'906	4'236	245'824	3'248	182'797	248'842	3'291	3'557		
AR	7'949	151	7'919	150	4'835	6'901	131	152		
AI	4'051	267	8'098	522	2'260	4'803	310	382		
SG	95'738	204	332'399	701	173'036	200'391	423	453		
GR	36'066	187	36'326	187	34'482	35'625	183	179		
AG	30'956	53	33'463	56	38'785	34'401	58	62		
TG	11'374	47	14'838	61	10'884	12'365	51	60		
TI	274'730	828	310'786	932	133'135	239'550	717	995		
VD	1'725'601	2'498	2'458'940	3'488	2'388'961	2'191'167	3'112	3'358		
VS	3'454	11	4'117	13	4'197	3'922	13	13		
NE	334'823	1'957	353'548	2'052	366'635	351'669	2'046	2'218		
GE	1'212'483	2'713	1'203'780	2'653	1'029'615	1'148'626	2'534	2'603		
JU	12'376	181	8'931	130	11'455	10'921	159	189		
CH	8'478'383	1'100	9'671'663	1'240	9'099'017	9'083'021	1'165	1'239		

2.1.5 Répartitions fiscales déterminantes en 2014

Pour le potentiel de ressources, les répartitions fiscales déterminantes n'ont qu'une portée minime. Leur part se situe entre -1,4 % et +2,4 %. Les forts taux de fluctuation sont dus au fait que les cantons ne calculent pas tous régulièrement leurs répartitions fiscales. Le tableau 6 présente les répartitions fiscales déterminantes pour l'année de référence 2014.

Tableau 6 Répartitions fiscales déterminantes en 2014 et comparaison avec 2013

Répartitions fiscales déterminantes												
	Années de calcul						Années de référence					
	2008		Diff. 09 / 08	2009		Diff. 10 / 09	2010		2014		Diff. 14 / 13	2013
	<i>en CHF</i> <i>en CHF</i> <i>1'000</i>		<i>par hab.</i> <i>par hab.</i> <i>(en %)</i>	<i>en CHF</i> <i>en CHF</i> <i>1'000</i>		<i>par hab.</i> <i>par hab.</i> <i>(en %)</i>	<i>en CHF</i> <i>en CHF</i> <i>1'000</i>		<i>en CHF</i> <i>en CHF</i> <i>1'000</i>		<i>par hab.</i> <i>par hab.</i> <i>(en %)</i>	<i>en CHF</i> <i>en CHF</i> <i>par hab.</i>
ZH	-623'281	-463	13%	-713'964	-522	-7%	-674'769	-488	-670'671	-491	34%	-366
BE	-355'392	-365	-90%	-36'374	-37	-160%	21'758	22	-123'336	-126	-1%	-127
LU	-2'198	-6	-1751%	36'731	99	-115%	-5'690	-15	9'614	26	-24%	34
UR	7'788	225	-46%	4'214	121	14%	4'790	138	5'598	161	-5%	170
SZ	-2'398	-17	170%	-6'544	-46	21%	-8'002	-55	-5'648	-39	-40%	-66
OW	5'625	165	-93%	384	11	210%	1'208	34	2'406	69	-38%	112
NW	2'577	65	-4%	2'485	62	141%	5'987	149	3'683	92	4%	88
GL	8'187	215	-47%	4'360	114	311%	18'027	469	10'191	266	106%	129
ZG	7'901	72	25%	9'974	90	48%	14'823	132	10'899	98	112%	46
FR	6'448	24	-167%	-4'420	-16	269%	-16'571	-59	-4'847	-18	-12%	-20
SO	39'731	159	-73%	10'606	42	374%	50'569	200	33'635	133	77%	75
BS	40'328	212	-159%	-23'850	-124	-27%	-17'577	-91	-366	-2	-90%	-20
BL	-5'601	-21	431%	-29'956	-110	-44%	-16'863	-62	-17'473	-64	-30%	-92
SH	9'916	132	-2%	9'827	130	2%	10'031	132	9'925	131	40%	94
AR	-206	-4	90%	-391	-7	-651%	2'154	41	519	10	-141%	-24
AI	1'297	86	-156%	-745	-48	174%	-2'083	-132	-510	-33	-239%	24
SG	107'855	229	-69%	33'366	70	64%	54'959	115	65'393	138	14%	121
GR	217'697	1'128	-57%	94'765	487	-47%	50'751	260	121'071	623	-3%	644
AG	49'072	84	-139%	-19'314	-32	-574%	92'797	154	40'852	69	151%	27
TG	5'045	21	201%	15'414	63	65%	25'666	104	15'375	63	153%	25
TI	200'551	605	-8%	185'785	557	-7%	174'150	517	186'829	559	25%	447
VD	160'621	232	-44%	92'343	131	-21%	74'399	104	109'121	155	-13%	179
VS	177'949	591	-34%	118'722	389	-49%	60'951	197	119'207	391	-7%	421
NE	5'474	32	1328%	78'698	457	4%	82'109	476	55'427	322	377%	68
GE	36'415	81	252%	130'122	287	-37%	83'304	181	83'280	184	63%	113
JU	9'088	133	7%	9'726	142	-24%	7'405	108	8'740	127	4%	123
CH	110'489	14	-98%	1'960	0	4663%	94'282	12	68'910	9	-8%	10

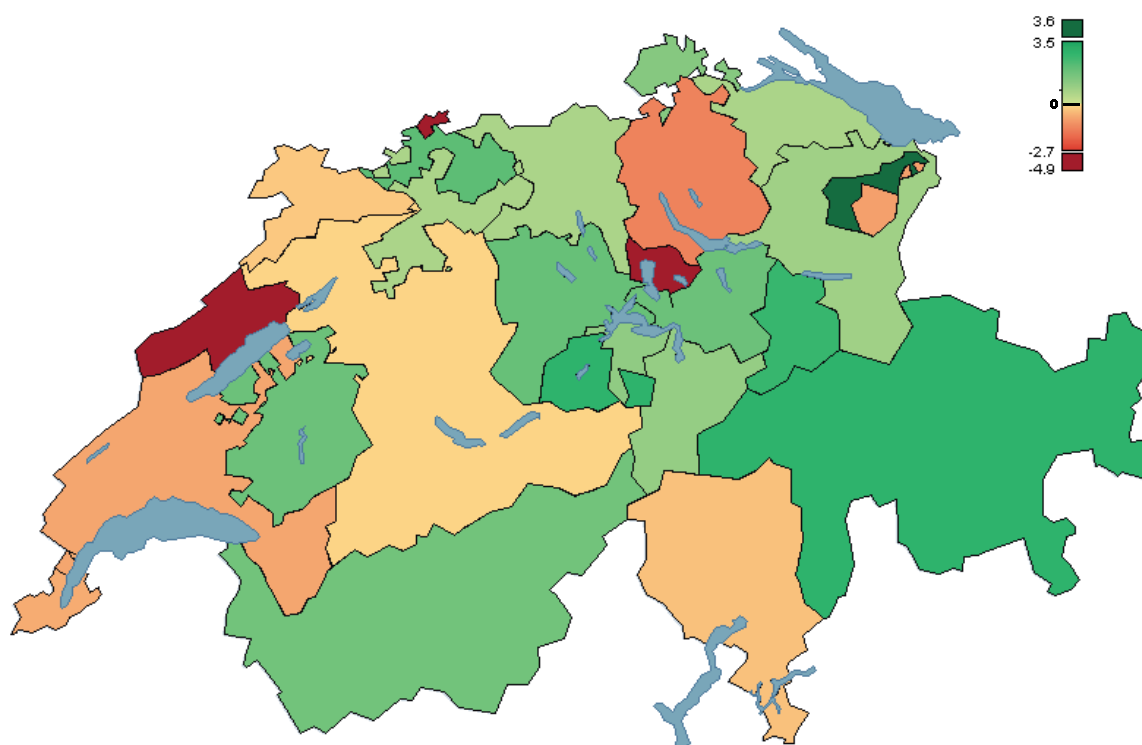
+: solde; plus d'afflux d'autres cantons que de fonds versés à d'autres cantons

-: solde; plus de fonds versés à d'autres cantons que d'afflux d'autres cantons

2.2 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2014

Le potentiel de ressources des cantons correspond à la somme de leurs revenus, fortunes et bénéfices déterminants pour l'année de référence, compte tenu des répartitions fiscales intercantionales. Entre 2013 et 2014, le potentiel de ressources de l'ensemble des cantons s'est accru de 1,1 % et celui des cantons à fort potentiel de ressources de 0,5 %. Cependant, tous les cantons n'affichent pas une augmentation de leur potentiel de ressources. En effet, le canton de Neuchâtel enregistre un recul de ce potentiel de 3,1 % par rapport à 2013, de même que, du côté des cantons à fort potentiel de ressources, les cantons de Bâle-Ville (-2,7 %) et de Zoug (-0,7 %). Les cantons présentant la croissance la plus importante sont des cantons à faible potentiel de ressources, à savoir Obwald (4,8 %), Appenzell Rh.-Ext. (4,5 %) et Glaris (4,4 %). L'indice des ressources s'obtient en rapportant le potentiel de ressources par habitant d'un canton à la moyenne suisse correspondante. Les valeurs pour 2014 et la comparaison avec 2013 (indice des ressources) ressortent du tableau 9. La figure 2 donne une vue d'ensemble graphique des variations de l'indice des ressources entre 2013 et 2014.

Figure 2 Variations de l'indice des ressources, en points; 2013–2014



Le canton de Bâle-Campagne présente à nouveau un indice des ressources supérieur à 100 points et réintègre le groupe des cantons à fort potentiel de ressources. Le canton présentant la plus forte augmentation de son indice des ressources est le canton d'Appenzell Rh.-Ext. (+3,6 points d'indice). Il est suivi des Grisons et d'Obwald (+2,9 points d'indice chacun). Les reculs les plus importants sont enregistrés par deux cantons à fort potentiel de ressources, soit les cantons de Bâle-Ville (-4,9 points d'indice) de Zoug (-3,8 points d'indice).

Parmi les cantons à faible potentiel de ressources, le recul est sensible en particulier dans le canton de Neuchâtel (-3,3 points).

Le tableau 7 présente les parts des différents éléments dans le potentiel de ressources.

Tableau 7 Composantes en pourcent de l'assiette fiscale agrégée (AFA) (moyenne des années de calcul 2008 à 2010)

Part des éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2014						
	Revenus	Revenus imposés à la source	Fortune	Personnes morales		Répartitions fiscales
				sans statut fiscal particulier	avec statut fiscal particulier	
ZH	70.9%	3.4%	5.3%	20.7%	1.0%	-1.4%
BE	70.1%	2.6%	5.2%	20.7%	1.9%	-0.6%
LU	70.9%	2.7%	4.9%	20.0%	1.3%	0.1%
UR	69.4%	4.3%	5.1%	20.1%	0.1%	0.9%
SZ	75.6%	1.6%	8.3%	12.3%	2.2%	-0.1%
OW	69.8%	3.0%	6.0%	20.4%	0.5%	0.3%
NW	73.6%	1.5%	11.2%	12.3%	1.0%	0.2%
GL	69.4%	3.6%	5.9%	17.1%	2.6%	1.3%
ZG	55.5%	2.5%	4.1%	23.6%	14.2%	0.1%
FR	67.9%	2.9%	3.1%	21.0%	5.2%	-0.1%
SO	72.5%	2.5%	2.8%	21.3%	0.3%	0.6%
BS	51.8%	7.4%	4.1%	17.6%	19.1%	0.0%
BL	76.5%	4.2%	3.3%	13.4%	2.8%	-0.2%
SH	52.2%	5.8%	3.5%	27.6%	10.4%	0.4%
AR	68.4%	2.9%	6.5%	21.7%	0.5%	0.0%
AI	70.6%	2.0%	7.4%	18.9%	1.2%	-0.1%
SG	64.7%	3.9%	5.5%	23.6%	1.8%	0.6%
GR	66.4%	7.0%	7.0%	16.4%	0.7%	2.4%
AG	70.4%	3.2%	4.5%	21.4%	0.2%	0.3%
TG	70.3%	3.9%	5.4%	19.8%	0.2%	0.3%
TI	60.7%	7.5%	3.6%	24.1%	2.3%	1.8%
VD	64.6%	4.8%	3.7%	16.9%	9.5%	0.5%
VS	71.1%	5.4%	4.6%	17.0%	0.1%	1.8%
NE	58.1%	4.4%	2.7%	26.2%	7.5%	1.2%
GE	60.9%	9.8%	3.1%	20.0%	5.7%	0.4%
JU	68.9%	5.6%	3.4%	20.6%	0.8%	0.7%
CH	67.1%	4.4%	4.6%	20.0%	3.8%	0.0%

Tableau 8 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2014 et comparaison avec 2013 (Indice des ressources)

	2008	2009	2010	2014			2013		Diff. IR 2014 / 2013
	AFA	AFA	AFA	PR	Population déterminante	PR par hab.	IR	PR par hab.	RI
	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF 1'000	en CHF 1'000	(Moyenne 08 - 10)	en CHF	Points	en CHF	Points
ZH	47'002'247	48'888'240	50'510'677	48'800'388	1'365'944	35'726	117.7	36'186	119.1
BE	21'018'210	22'426'141	22'992'838	22'145'730	979'199	22'616	74.5	22'651	74.6
LU	8'450'069	8'909'057	9'292'838	8'883'988	370'837	23'957	78.9	23'388	77.0
UR	618'500	645'989	671'559	645'349	34'723	18'585	61.2	18'302	60.2
SZ	6'537'421	7'070'491	7'180'259	6'929'391	143'647	48'239	158.9	47'720	157.1
OW	831'986	893'247	958'290	894'507	34'669	25'802	85.0	24'957	82.1
NW	1'533'729	1'544'489	1'571'755	1'549'991	40'105	38'648	127.3	38'353	126.2
GL	753'899	762'036	870'447	795'461	38'291	20'774	68.4	19'969	65.7
ZG	8'302'247	8'112'709	8'267'273	8'227'410	111'153	74'019	243.8	75'224	247.6
FR	5'927'987	6'522'160	6'375'103	6'275'083	273'759	22'922	75.5	22'402	73.7
SO	5'871'318	6'070'951	6'296'086	6'079'452	252'014	24'123	79.4	23'925	78.8
BS	8'326'131	8'721'665	8'511'258	8'519'685	192'075	44'356	146.1	45'886	151.0
BL	8'045'908	8'416'050	8'615'128	8'359'029	270'960	30'850	101.6	30'228	99.5
SH	2'354'569	2'422'167	2'382'030	2'386'255	75'614	31'558	103.9	31'176	102.6
AR	1'302'728	1'360'845	1'400'505	1'354'693	52'596	25'757	84.8	24'676	81.2
AI	390'180	402'931	392'456	395'189	15'492	25'509	84.0	25'795	84.9
SG	11'252'145	11'416'441	11'646'844	11'438'476	473'927	24'136	79.5	23'914	78.7
GR	5'043'636	4'902'723	4'997'538	4'981'299	194'396	25'624	84.4	24'762	81.5
AG	15'452'798	16'434'822	16'511'087	16'132'903	596'198	27'060	89.1	26'883	88.5
TG	5'643'476	5'720'873	5'973'674	5'779'341	243'860	23'699	78.0	23'501	77.4
TI	9'965'356	10'488'437	10'210'693	10'221'495	334'021	30'601	100.8	30'739	101.2
VD	22'504'519	23'323'507	23'707'455	23'178'493	704'090	32'920	108.4	33'187	109.2
VS	6'304'888	6'497'314	6'779'064	6'527'089	305'183	21'387	70.4	20'861	68.7
NE	5'022'900	4'447'496	4'659'261	4'709'885	171'912	27'397	90.2	28'417	93.5
GE	20'019'437	19'977'333	20'715'680	20'237'483	453'280	44'647	147.0	44'864	147.7
JU	1'306'913	1'274'368	1'331'910	1'304'397	68'689	18'990	62.5	19'064	62.8
CH	229'783'195	237'652'484	242'821'709	236'752'463	7'796'635	30'366	100.0	30'380	100.0

2.3 Péréquation des ressources en 2014 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources

Conformément à l'art. 5, al. 1, PFCC, le Parlement fixe tous les quatre ans les contributions de base à la péréquation verticale et à la péréquation horizontale des ressources. L'art. 5, al. 2, PFCC prescrit en outre que, durant les années intermédiaires, la contribution de base des cantons à fort potentiel de ressources doit être adaptée en fonction de l'évolution de leur potentiel de ressources, et celle de la Confédération en fonction de l'évolution du potentiel de ressources de tous les cantons. Il s'ensuit que, en 2014, la contribution de la Confédération (péréquation verticale des ressources) augmente de 1,1 % par rapport à l'année de référence 2013 et celle des cantons à fort potentiel de ressources (péréquation horizontale des ressources) de 0,5 %. En vertu de l'art. 24 OPFCC, la part des cantons à fort potentiel de ressources durant l'année concernée est adaptée en fonction de l'évolution de la somme des potentiels de ressources des cantons à fort potentiel de ressources par rapport à l'année précédente (soit en 2014, BL inclus).

L'indice des ressources détermine directement les montants versés ou perçus par les cantons au titre de la péréquation des ressources. Les cantons affichant un indice supérieur à 100 points sont contributeurs, leur apport à la péréquation horizontale dépendant de leur potentiel de ressources et de leur population. Quant à ceux dont l'indice est inférieur à 100 points, ils sont bénéficiaires des montants provenant des péréquations horizontale et verticale. Les sommes versées ou perçues en 2014 ressortent du tableau 9.

Pour l'année de référence 2014, comme mentionné précédemment, le canton de Bâle-Campagne redevient un canton à fort potentiel de ressources. Son indice restant toutefois proche de 100, ce changement n'a que de faibles répercussions sur les paiements compensatoires de la péréquation horizontale des ressources.

On observe, parmi les cantons à fort potentiel de ressources, que Schwyz subit un surcroît de charges par habitant (62 fr./ hab.), tandis que Bâle-Ville est moins mise à contribution (-57 fr./ hab.) Les variations par habitant sont nettement plus faibles pour les autres cantons à fort potentiel de ressources (cf. tableau 9).

Quant aux cantons à faible potentiel de ressources, ceux qui bénéficient des hausses les plus importantes au niveau des paiements compensatoires sont les cantons de Neuchâtel (140 fr./ hab.), du Jura (100 fr./hab.), d'Appenzell Rh.-Int. (83 fr./ hab.) et de Berne (66 fr./ hab.). En revanche, les paiements compensatoires diminuent pour les cantons d'Appenzell Rh.-Ext. (-159 fr./hab.), de Glaris (-138 fr./hab.), des Grisons (-119 fr./ hab.) et d'Obwald (-116 fr./ hab.).

Tableau 9 Péréquation des ressources en 2014 et comparaison avec 2013

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	Péréquation des ressources 2014										Taux fiscal standardisé en 2014: 28.0%		
	horizontale					verticale					Péréquation des ressources 2013		Diff. PR 2014 / 2013 en CHF par hab.
	IR 2014	Points en CHF 1'000	versés	perçus	Total en CHF 1'000	IR 2014	Points en CHF 1'000	Total en CHF 1'000	IR 2013	Points en CHF 1'000	Total en CHF 1'000	Indice RFS après PR	
ZH	117.7	419'310	0	0	419'310	114.0	114.0	419'310	119.1	432'622	115.3	115.3	-13'312 -15
BE	74.5	0	461'369	679'232	-1'140'601	88.2	88.2	-1'140'601	74.6	-1'070'937	87.5	87.5	-69'664 -66
LU	78.9	0	131'278	193'268	-324'546	89.2	89.2	-324'546	77.0	-345'601	88.1	88.1	21'055 68
UR	61.2	0	30'734	45'247	-75'980	87.0	87.0	-75'980	60.2	-75'912	86.1	86.1	-68 4
SZ	158.9	147'025	0	0	147'025	146.8	146.8	147'025	157.1	136'351	145.7	145.7	10'674 62
OW	85.0	0	7'362	10'838	-18'199	91.2	91.2	-18'199	82.1	-21'932	89.7	89.7	3'733 116
NW	127.3	19'022	0	0	19'022	121.7	121.7	19'022	126.2	17'587	121.0	121.0	1'434 33
GL	68.4	0	24'871	36'615	-61'486	87.3	87.3	-61'486	65.7	-66'546	86.3	86.3	5'060 138
ZG	243.8	277'863	0	0	277'863	214.3	214.3	277'863	247.6	273'589	218.3	218.3	4'274 15
FR	75.5	0	121'401	178'728	-300'129	88.4	88.4	-300'129	73.7	-311'765	87.4	87.4	11'636 63
SO	79.4	0	85'741	126'228	-211'969	89.3	89.3	-211'969	78.8	-208'475	88.6	88.6	-3'494 -9
BS	146.1	153'881	0	0	153'881	136.6	136.6	153'881	151.0	163'782	140.9	140.9	-9'901 -57
BL	101.6	7'505	0	0	7'505	101.3	101.3	7'505	99.5	-703	99.5	99.5	8'208 30
SH	103.9	5'163	0	0	5'163	103.1	103.1	5'163	102.6	3'287	102.1	102.1	1'876 25
AR	84.8	0	11'335	16'687	-28'022	91.1	91.1	-28'022	81.2	-36'321	89.4	89.4	8'299 159
AI	84.0	0	3'613	5'319	-8'931	90.8	90.8	-8'931	84.9	-7'519	90.7	90.7	-1'412 -83
SG	79.5	0	160'770	236'686	-397'456	89.4	89.4	-397'456	78.7	-394'021	88.6	88.6	-3'435 -1
GR	84.4	0	43'714	64'356	-108'071	90.9	90.9	-108'071	81.5	-130'372	89.5	89.5	22'301 119
AG	89.1	0	77'912	114'703	-192'615	92.9	92.9	-192'615	88.5	-190'828	92.3	92.3	-1'786 2
TG	78.0	0	91'596	134'848	-226'443	89.0	89.0	-226'443	77.4	-221'209	88.2	88.2	-5'234 -11
TI	100.8	4'502	0	0	4'502	100.6	100.6	4'502	101.2	6'684	100.9	100.9	-2'182 -7
VD	108.4	102'971	0	0	102'971	106.7	106.7	102'971	109.2	107'053	107.4	107.4	-4'081 -9
VS	70.4	0	179'457	264'198	-443'655	87.6	87.6	-443'655	68.7	-456'123	86.5	86.5	12'468 61
NE	90.2	0	19'104	28'125	-47'230	93.5	93.5	-47'230	93.5	-23'096	95.1	95.1	-24'134 -140
GE	147.0	370'693	0	0	370'693	137.4	137.4	370'693	147.7	359'262	138.2	138.2	11'431 15
JU	62.5	0	57'681	84'919	-142'600	87.0	87.0	-142'600	62.8	-135'326	86.1	86.1	-7'274 -100
CH	100.0	1'507'936	1'507'936	2'219'996	-2'219'996	100.0	100.0	-2'219'996	100.0	-2'196'465			-23'531 -5

IR = indice des ressources; RFS = Recettes fiscales standardisées

Les recettes fiscales standardisées (RFS) sont une notion technique désignant les ressources propres déterminantes au sens de l'art. 6, al. 3, PFCC. Il s'agit d'un paramètre permettant de juger de l'effet de la péréquation des ressources. Les RFS d'un canton correspondent aux recettes fiscales qu'il réaliserait à la condition qu'il exploite son potentiel de ressources en appliquant un taux d'imposition proportionnel et unique pour tous les cantons. Pour juger de l'effet péréquatif, les montants de la péréquation tant horizontale que verticale des ressources sont ajoutés aux valeurs cantonales des RFS ou en sont soustraits. On obtient ainsi les «RFS après péréquation des ressources», lesquelles servent à calculer l'«indice des RFS après la péréquation».

La dernière colonne, intitulée «Indice des RFS après la péréquation», de chaque partie du tableau 9 présente une grande importance pour la péréquation des ressources. Elle indique dans quelle mesure la péréquation des ressources peut accroître l'indice des recettes fiscales standardisées (RFS, cf. encadré) du canton au plus faible potentiel de ressources (de nouveau Uri pour l'année de référence 2014). En vertu de l'art. 6 PFCC, le but devrait être de porter l'indice du canton présentant le potentiel de ressources le plus faible à au moins 85 points par le biais de la péréquation des ressources et de la compensation des cas de rigueur. En 2014, tous les cantons à faible potentiel de ressources atteignent largement la valeur-cible visée.

En vertu de l'art. 4, al. 2, PFCC, la péréquation horizontale des ressources doit se situer entre deux tiers et 80 % des prestations de la Confédération (péréquation verticale). Les versements incombant en 2014 à l'ensemble des cantons à fort potentiel de ressources au titre de la péréquation horizontale s'élèvent à 67,9 % de la péréquation verticale. En 2013, le rapport était de 68,3 %.

Selon l'art. 5, al. 3, PFCC, les cantons à fort potentiel de ressources contribuent à la péréquation horizontale des ressources par le versement d'un pourcentage uniforme sur la part des RFS ou du potentiel de ressources (PR) qui dépasse la moyenne suisse (excédents respectifs des RFS et du potentiel de ressources). Comme le montre le tableau 10, cette part augmente par rapport à l'année précédente, passant de 5,5 à 5,7 % pour l'excédent du potentiel de ressources et de 19,9 à 20,5 % pour l'excédent des RFS. Ainsi, les cantons à fort potentiel de ressources sont un peu plus sollicités que l'année précédente.

Tableau 10 Versements / rentrées en % du potentiel de ressources, de l'excédent du potentiel de ressources, des RFS et de l'excédent des RFS (2013 et 2014)

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

Péréquation des ressources par habitant 2014						Péréquation des ressources par habitant 2013					
	en CHF	en % du PR	en % de l'excédent du PR	en % des RFS	en % de l'excédent des RFS**		en CHF	en % du PR	en % de l'excédent du PR	en % des RFS	en % de l'excédent des RFS**
ZH	307	0.9%	5.7%	3.1%	20.5%		321	0.9%	5.5%	3.2%	19.9%
BE	-1'165	-5.2%	-15.0%	-18.4%	-53.7%		-1'099	-4.9%	-14.2%	-17.4%	-51.0%
LU	-875	-3.7%	-13.7%	-13.1%	-48.8%		-943	-4.0%	-13.5%	-14.5%	-48.4%
UR	-2'188	-11.8%	-18.6%	-42.1%	-66.4%		-2'193	-12.0%	-18.2%	-42.9%	-65.1%
SZ	1'024	2.1%	5.7%	7.6%	20.5%		961	2.0%	5.5%	7.2%	19.9%
OW	-525	-2.0%	-11.5%	-7.3%	-41.1%		-641	-2.6%	-11.8%	-9.2%	-42.4%
NW	474	1.2%	5.7%	4.4%	20.5%		441	1.1%	5.5%	4.1%	19.8%
GL	-1'606	-7.7%	-16.7%	-27.6%	-59.9%		-1'744	-8.7%	-16.8%	-31.3%	-60.1%
ZG	2'500	3.4%	5.7%	12.1%	20.5%		2'484	3.3%	5.5%	11.8%	19.9%
FR	-1'096	-4.8%	-14.7%	-17.1%	-52.7%		-1'159	-5.2%	-14.5%	-18.6%	-52.1%
SO	-841	-3.5%	-13.5%	-12.5%	-48.2%		-832	-3.5%	-12.9%	-12.5%	-46.2%
BS	801	1.8%	5.7%	6.5%	20.5%		858	1.9%	5.5%	6.7%	19.8%
BL	28	0.1%	5.7%	0.3%	20.5%		-3	0.0%	-1.7%	0.0%	-6.1%
SH	68	0.2%	5.7%	0.8%	20.5%		44	0.1%	5.5%	0.5%	19.7%
AR	-533	-2.1%	-11.6%	-7.4%	-41.3%		-692	-2.8%	-12.1%	-10.0%	-43.5%
AI	-576	-2.3%	-11.9%	-8.1%	-42.4%		-494	-1.9%	-10.8%	-6.9%	-38.6%
SG	-839	-3.5%	-13.5%	-12.4%	-48.1%		-838	-3.5%	-13.0%	-12.6%	-46.5%
GR	-556	-2.2%	-11.7%	-7.8%	-41.9%		-675	-2.7%	-12.0%	-9.8%	-43.0%
AG	-323	-1.2%	-9.8%	-4.3%	-34.9%		-325	-1.2%	-9.3%	-4.3%	-33.3%
TG	-929	-3.9%	-13.9%	-14.0%	-49.8%		-918	-3.9%	-13.3%	-14.0%	-47.8%
TI	13	0.0%	5.7%	0.2%	20.5%		20	0.1%	5.6%	0.2%	20.2%
VD	146	0.4%	5.7%	1.6%	20.5%		155	0.5%	5.5%	1.7%	19.8%
VS	-1'454	-6.8%	-16.2%	-24.3%	-57.9%		-1'515	-7.3%	-15.9%	-26.0%	-57.1%
NE	-275	-1.0%	-9.3%	-3.6%	-33.1%		-135	-0.5%	-6.9%	-1.7%	-24.6%
GE	818	1.8%	5.7%	6.6%	20.5%		803	1.8%	5.5%	6.4%	19.9%
JU	-2'076	-10.9%	-18.2%	-39.1%	-65.3%		-1'976	-10.4%	-17.5%	-37.2%	-62.6%

*Excédent du PR: Différence entre le potentiel des ressources et la moyenne suisse.**Excédent des RFS: Différence entre les recettes fiscales standardisées et la moyenne suisse.*

Il ressort également du tableau 10 que les cantons d'Uri et du Jura, c'est-à-dire les deux cantons au potentiel de ressources le plus faible, perçoivent des contributions équivalant respectivement à 42,1 % et 39,1 % de leurs recettes fiscales standardisées.

2.4 Mesures en cas de qualité insuffisante des données

La correction des revenus imposés à la source du canton du Jura pour l'année de calcul 2008 correspond à la valeur de l'année de référence 2013. Depuis 2009, plus aucune correction n'est nécessaire, car le canton est désormais en mesure de livrer des données correctes.

3 Compensation des charges en 2014

La dotation de la compensation des charges pour l'année de référence 2014 résulte de l'adaptation au renchérissement du montant de la compensation de l'année précédente. L'adaptation se fonde sur la dernière variation disponible de l'indice national des prix à la consommation par rapport au mois de référence de l'année précédente, soit avril 2013. Le taux de renchérissement retenu pour l'année 2014 est par conséquent de -0,6 % et la somme à disposition en 2014 pour la compensation des charges s'élève à environ 726 millions de francs, soit 4,4 millions de moins que pour la compensation des charges en 2013 (730 millions). Elle est destinée pour une moitié (environ 363 millions) à la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et pour l'autre moitié à la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques.

3.1 Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)

Dans le cas de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques, les charges excessives déterminantes sont mesurées à l'aide de quatre indicateurs partiels, à savoir «l'altitude», la «déclivité du terrain», la «structure de l'habitat» et la «densité démographique». On parle de charges excessives dès lors que l'indice des charges dépasse le seuil de 100 (= moyenne pour l'ensemble de la Suisse).

Les données de la statistique de la superficie (AREA) 2004/09 et de la statistique de la population et des ménages (STATPOP 2011) ont servi à calculer les indices des charges 2014 pour tous les cantons, à l'exception des Grisons, dont les données se basent encore sur AREA 1992/97. Pour la première fois depuis 2008, les indicateurs partiels de «l'altitude» et de la «structure de l'habitat» ne se basent plus sur l'ancien système de recensement de la population 2000, mais sur la population résidente permanente et seront dès lors actualisés chaque année. Les données provenant de la statistique de la superficie, utilisées pour le calcul de l'indicateur partiel de la «déclivité du terrain», ont également été actualisées pour la première fois depuis 2008. A partir de l'année de référence 2014, l'OFS livre pour chaque canton les données disponibles de la statistique de la superficie à l'état le plus actuel.

Ainsi, pour la première fois depuis 2008, toutes les données servant à calculer les indicateurs partiels varient par rapport à l'année précédente. Dans les cantons bénéficiaires, l'indicateur «d'altitude» varie entre -7 % (UR) et +2 % (AR) par rapport à 2013.

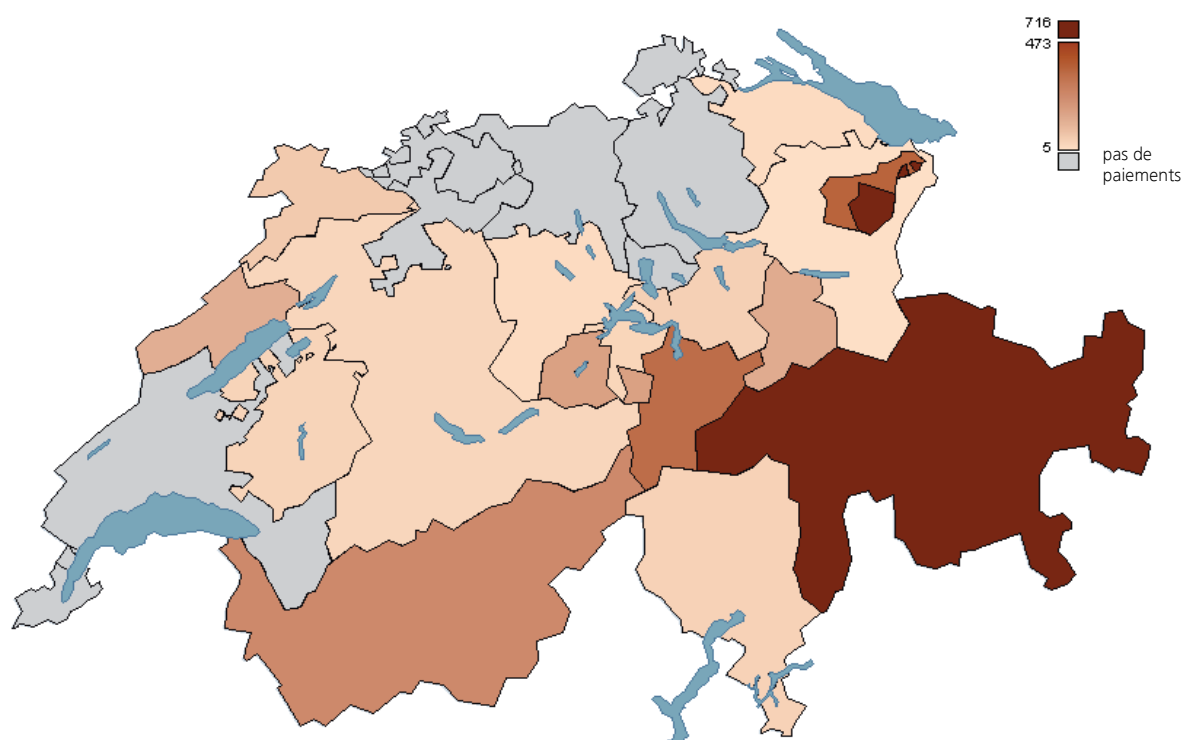
Bien que les données de l'indicateur partiel de la «déclivité du terrain» aient été actualisées, les variations par rapport aux années précédentes sont minimes.

Quant à l'indicateur de la «structure de l'habitat», on peut souligner que le nombre absolu d'habitants résidant dans des localités de moins de 200 habitants diminue dans pratiquement tous les cantons, à l'exception de Zoug, Obwald et Schwyz. Ceci, combiné à l'augmentation de la population presque générale, font baisser l'indicateur de la «structure de l'habitat» dans tous les cantons (entre -1 % et -22 %). Ce sont les cantons de Fribourg et de Nidwald qui montrent les diminutions les plus importantes (-22 % environ).

L'indicateur de la «faible densité démographique» diminue légèrement dans tous les cantons en raison de la croissance démographique, à l'exception du canton d'Uri qui connaît un léger déclin démographique. C'est dans le canton de Fribourg que l'indicateur diminue le plus fortement avec -2,2 %.

Les charges excessives déterminantes pour l'année de référence 2014 sont présentées au tableau 11. Selon l'OPFCC, le montant de la compensation (363 millions de francs) doit être utilisé à hauteur d'un tiers pour les deux premiers indicateurs partiels et d'un sixième pour les deux derniers, d'où les montants par canton indiqués dans le tableau 12. La figure 3 donne une vue d'ensemble graphique des paiements compensatoires par habitant.

Figure 3 Paiements au titre de la compensations des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques, en francs par habitants en 2014



Pour l'année de référence 2014, comme pour les années de 2008 à 2013, les mêmes 17 cantons affichent des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et profitent ainsi des paiements de la CCG. Le canton des Grisons perçoit, avec 716 francs par habitant, le montant compensatoire le plus élevé. Il est suivi des cantons d'Appenzell Rh.-Int. (545 fr./hab.), d'Appenzell Rh.-Ext. (358 fr./hab.), d'Uri (333 fr./hab.) et du Valais (243 fr./hab.).

Tableau 11 CCG: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2014

Indicateurs partiels				Indices des charges				Charges excessives déterminantes				
Altitude ¹⁾	Déclivité du terrain ²⁾	Structure de l'habitat ³⁾	Densité démographique ⁴⁾	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique	
ZH	0.1%	511.0	2.6%	0.12	2.0	60.0	43.9	23.9	0	0	0	0
BE	9.4%	871.0	10.5%	0.60	128.0	102.4	175.8	116.6	2'597'700	1'155'943	7'842'344	16'351'764
LU	3.3%	689.0	9.8%	0.39	44.6	81.0	163.7	75.3	0	0	2'380'023	0
UR	16.3%	1'559.0	13.4%	3.04	221.4	183.2	223.9	586.3	699'871	4'131'130	586'419	17'206'267
SZ	16.2%	1'031.0	8.8%	0.61	219.5	121.2	146.6	118.3	2'854'975	1'546'773	603'610	2'706'643
OW	15.2%	1'295.0	12.8%	1.37	206.6	152.2	214.0	263.4	581'610	2'084'242	523'032	5'863'609
NW	2.4%	1'010.0	9.0%	0.67	32.3	118.7	150.7	128.7	0	390'737	188'503	1'185'626
GL	6.1%	1'320.0	6.0%	1.75	82.6	155.1	101.0	336.7	0	2'408'256	2'366	9'282'664
ZG	4.3%	692.0	5.3%	0.21	58.4	81.3	88.1	40.0	0	0	0	0
FR	12.1%	758.0	11.1%	0.59	163.8	89.1	185.5	113.1	2'188'914	0	2'697'098	3'729'151
SO	0.2%	552.0	3.4%	0.31	2.6	64.9	57.0	59.3	0	0	0	0
BS	0.0%	274.0	0.4%	0.02	0.0	32.2	7.0	3.8	0	0	0	0
BL	0.1%	507.0	1.8%	0.19	0.8	59.6	30.8	36.2	0	0	0	0
SH	0.0%	516.0	3.6%	0.39	0.3	60.6	60.9	74.5	0	0	0	0
AR	58.2%	906.0	12.6%	0.46	791.0	106.5	210.6	87.8	21'440'348	155'500	741'684	0
AI	58.5%	1'003.0	22.9%	1.10	794.5	117.9	383.9	211.1	6'391'484	279'133	1'025'163	1'749'047
SG	4.4%	790.0	7.4%	0.42	59.4	92.8	123.1	80.8	0	0	820'466	0
GR	49.0%	1'788.0	13.5%	3.67	665.3	210.1	226.7	707.9	53'517'516	45'620'706	3'317'640	117'560'565
AG	0.0%	466.0	3.0%	0.23	0.0	54.8	51.0	43.7	0	0	0	0
TG	0.0%	502.0	9.7%	0.39	0.6	59.0	162.0	75.8	0	0	1'511'684	0
TI	2.8%	1'165.0	4.7%	0.83	38.1	136.9	78.3	160.8	0	7'190'150	0	20'486'134
VD	7.2%	722.0	5.5%	0.44	98.1	84.8	91.5	85.3	0	0	0	0
VS	33.5%	1'598.0	6.4%	1.65	454.8	187.8	106.9	317.5	37'635'765	21'328'991	139'684	68'952'285
NE	37.4%	1'037.0	5.7%	0.46	508.6	121.9	95.4	89.3	26'479'732	1'555'382	0	0
GE	0.0%	426.0	1.4%	0.06	0.0	50.1	23.3	11.8	0	0	0	0
JU	15.1%	642.0	10.4%	1.19	205.6	75.4	173.7	229.0	1'127'069	0	539'631	9'099'918
CH	7.4%	851.0	6.0%	0.52	100.0	100.0	100.0	100.0	155'514'982	87'846'940	22'919'344	274'173'673

¹⁾ Part de la population résidente permanente habitant à plus de 800 mètres d'altitude (STATPOP 2011) dans la population totale.

2) Altitude médiane des surfaces productives selon la statistique de la superficie (AREA 2011).

³⁾ Part de la population résidente permanente domiciliée en dehors du territoire des agglomérations dans la population totale.

⁴⁾ Nombre d'habitants permanents (STATPOP 2011) par hectare de la surface totale, selon la statistique de la superficie (AREA 2011).

Tableau 12 CCG: paiements compensatoires en 2014 et comparaison avec 2013

en CHF, (+) charge pour le canton, (-) allègement pour le canton

	2014				2013		Différence 2014 / 2013
	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique	Total	par hab.	
ZH	0	0	0	0	0	0	0
BE	-2'020'794	-1'591'897	-20'697'548	-3'607'564	-25'717'358	-26	-2'200'446
LU	0	0	-6'281'368	0	-6'940'401	-19	659'034
UR	-544'441	-5'689'150	-1'547'679	-3'796'087	-11'577'357	-326	-288'123
SZ	-2'220'932	-2'130'126	-1'593'050	-597'146	-6'256'580	-44	-284'673
OW	-452'444	-2'870'296	-1'380'388	-1'293'643	-5'996'771	-165	-349'383
NW	0	-538'099	-497'497	-261'576	-1'557'640	-39	260'468
GL	0	-3'316'509	-6'244	-2'047'963	-5'360'286	-140	-10'431
ZG	0	0	0	0	0	0	0
FR	-1'702'792	0	-7'118'192	-822'734	-12'249'092	-46	2'605'374
SO	0	0	0	0	0	0	0
BS	0	0	0	0	0	0	0
BL	0	0	0	0	0	0	0
SH	0	0	0	0	0	0	0
AR	-16'678'800	-214'145	-1'957'455	0	-18'313'327	-349	-537'072
AI	-4'972'040	-384'405	-2'705'614	-385'879	-8'500'470	-558	52'531
SG	0	0	-2'165'377	0	-2'074'441	-4	-90'936
GR	-41'632'159	-62'826'169	-8'755'929	-25'936'486	-142'357'726	-737	3'206'983
AG	0	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	-3'989'643	0	-3'877'141	-16	-112'502
TI	0	-9'901'854	0	-4'519'699	-14'397'211	-44	-24'341
VD	0	0	0	0	0	0	0
VS	-29'277'482	-29'373'039	-368'654	-15'212'414	-72'390'456	-240	-1'841'133
NE	-20'599'020	-2'141'981	0	0	-23'754'379	-139	1'013'378
GE	0	0	0	0	0	0	0
JU	-876'765	0	-1'424'198	-2'007'645	-4'440'623	-65	132'015
CH	-120'977'670	-120'977'670	-60'488'835	-60'488'835	-365'123'753	-47	2'190'743

3.2 Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)

Dans le cadre de la CCS, le montant d'environ 363 millions de francs se répartit à hauteur de deux tiers pour les charges excessives liées à la structure de la population (domaines A à C) et d'un tiers pour les charges excessives des villes-centres (domaine F). Les domaines A à C seront ainsi dotés de quelque 242 millions de francs en 2014, tandis que le domaine F disposera d'environ 121 millions de francs. La figure 4 donne une vue d'ensemble des paiements compensatoires en francs par habitant.

Figure 4 Paiments au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques, en francs par habitants en 2014



3.2.1 Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)

Le calcul des charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS A-C) repose sur trois indicateurs partiels, à savoir la «pauvreté», la «structure d'âge» et «l'intégration des étrangers». Pour la CCS, domaines A à C, toutes les données relatives à la population reposent sur les données officielles 2011 de l'OFS (selon STATPOP). Contrairement à la CCG, les indicateurs sont agrégés au moyen de l'analyse en composantes principales pour constituer un indice global des charges.

Tableau 13 CCS, domaines A à C: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2014

	Indicateurs partiels			Indice des charges	Coefficient de charge	Charges excessives déterminantes
	Pauvreté ¹⁾	Structure d'âge ²⁾	Intégration des étrangers ³⁾			
ZH	5.0%	4.6%	9.1%	0.074	1.315	103'091
BE	6.5%	5.7%	5.4%	0.400	1.641	394'056
LU	4.2%	4.5%	6.1%	-0.456	0.785	0
UR	2.4%	5.4%	3.7%	-0.694	0.547	0
SZ	2.6%	3.9%	6.1%	-0.995	0.246	0
OW	2.6%	4.4%	5.4%	-0.886	0.355	0
NW	1.9%	4.2%	4.1%	-1.241	0.000	0
GL	3.9%	5.3%	7.1%	-0.073	1.168	0
ZG	3.8%	3.7%	10.1%	-0.379	0.862	0
FR	4.4%	3.6%	9.5%	-0.361	0.880	0
SO	5.4%	5.1%	5.9%	0.010	1.251	2'580
BS	11.7%	7.2%	12.0%	2.785	4.026	518'727
BL	3.9%	5.3%	6.3%	-0.150	1.091	0
SH	5.3%	5.8%	6.9%	0.412	1.653	31'784
AR	3.5%	5.4%	4.0%	-0.463	0.778	0
AI	1.9%	5.0%	3.4%	-0.999	0.242	0
SG	4.1%	4.4%	6.5%	-0.440	0.801	0
GR	2.7%	5.0%	6.5%	-0.483	0.758	0
AG	3.4%	4.1%	6.7%	-0.706	0.535	0
TG	3.1%	4.3%	5.0%	-0.872	0.369	0
TI	8.7%	5.8%	5.6%	0.900	2.141	303'262
VD	7.7%	4.6%	14.1%	1.206	2.447	875'516
VS	2.9%	4.4%	9.2%	-0.367	0.874	0
NE	9.2%	5.5%	9.3%	1.303	2.544	225'664
GE	10.9%	4.6%	18.9%	2.365	3.606	1'089'181
JU	6.1%	5.4%	4.5%	0.109	1.350	7'692
CH						3'551'553
Moy.	4.9%	4.9%	7.4%		1.241	

¹⁾ Part des bénéficiaires de prestations de l'aide sociale au sens large (selon la statistique de l'aide sociale 2011) dans la population résidente permanente (STATPOP 2011).

²⁾ Part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population résidente permanente (STATPOP 2011).

³⁾ Part des personnes étrangères ne provenant pas d'Etats limitrophes et vivant en Suisse depuis 12 ans au maximum, dans la population résidente permanente (STATPOP 2011).

Le tableau 13 présente les charges excessives déterminantes liées à la structure de la population pour l'année 2014. Ces charges sont une valeur de synthèse, calculée en multipliant

l'indice des charges par la population déterminante. Seuls les cantons ayant un indice des charges positif présentent des charges excessives déterminantes.

Les paiements compensatoires aux cantons sont proportionnels aux charges excessives déterminantes. Le tableau 14 indique les montants pour l'année 2014. Les montants les plus élevés par habitant échoient, comme l'année précédente, aux cantons urbains de Bâle-Ville (184 francs) et de Genève (164 francs). Les montants alloués aux huit autres cantons sont inférieurs à 90 francs par habitant.

Tableau 14 CCS, domaines A à C: paiements compensatoires en 2014 et comparaison avec 2013

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2014		2013		Différence 2014 / 2013	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-7'023'233	-5	-9'679'829	-7	2'656'596	2
BE	-26'845'727	-27	-28'024'266	-29	1'178'540	1
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	-175'752	-1	0	0	-175'752	-1
BS	-35'339'145	-184	-33'502'916	-176	-1'836'229	-8
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-2'165'353	-29	-1'881'462	-25	-283'890	-4
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-20'660'195	-62	-20'100'365	-61	-559'829	-1
VD	-59'645'980	-85	-59'479'674	-86	-166'306	1
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-15'373'735	-89	-15'308'944	-89	-64'792	0
GE	-74'202'205	-164	-75'015'197	-168	812'993	4
JU	-524'016	-8	-423'180	-6	-100'836	-1
CH	-241'955'340	-31	-243'415'835	-32	1'460'495	1

Pour la première fois depuis 2008, suite à l'augmentation de son indicateur de pauvreté, le canton de Soleure devient bénéficiaire de la CCS, domaines A à C. L'augmentation la plus importante des paiements compensatoires par habitant concerne le canton de Bâle-Ville (8 fr./hab.). Elle s'explique par la croissance de son «indicateur de pauvreté». Le canton de Genève connaît la plus forte diminution des paiements compensatoires (4 fr./hab.), suite à la baisse de son indicateur «d'intégration des étrangers».

Excepté le canton de Bâle-Ville, les variations annuelles se situent entre ± 4 francs par habitants.

3.2.2 Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)

Dans un premier temps, les charges excessives déterminantes des villes-centres sont calculées par commune à l'aide de trois indicateurs partiels, à savoir la «population de la commune», la «densité de la population» et le «taux d'emploi», qui sont pondérés par le biais d'une analyse en composantes principales. Dans une deuxième étape, les indicateurs standardisés des communes sont agrégés au niveau cantonal et rapportés à la population résidente permanente du canton en question pour former un indice global des charges.

Quant au coefficient des charges, il équivaut à la différence entre l'indice des charges du canton et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, en l'occurrence, comme pour les années précédentes, celle d'Appenzell Rh.-Int. Par analogie avec la CCS, domaines A à C, les paiements compensatoires sont proportionnels aux charges excessives déterminantes.

Les tableaux 15 et 16 présentent pour l'année 2014, les charges excessives déterminantes et les montants compensatoires qui en résultent.

Tableau 15 CCS, domaine F, indicateurs paritels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2014

Valeurs moyennes des indicateurs partiels des communes						
	Taille de la commune ¹⁾	Taux d'emploi ²⁾	Densité de l'habitat ³⁾	Indice des charges	Coefficient de charges	Charges excessives déterminantes
ZH	117'146	57.4%	36.3	6.330	6.292	6'359'180
BE	26'156	51.5%	17.5	1.758	1.720	0
LU	23'323	47.6%	17.2	1.573	1.535	0
UR	4'300	41.9%	5.1	0.213	0.175	0
SZ	9'181	40.5%	8.9	0.548	0.510	0
OW	6'158	46.1%	1.5	0.202	0.164	0
NW	4'749	43.8%	6.5	0.319	0.281	0
GL	13'729	45.7%	1.9	0.519	0.481	0
ZG	15'830	70.5%	15.8	1.549	1.511	0
FR	8'360	37.9%	14.2	0.699	0.661	0
SO	6'024	45.7%	13.2	0.678	0.640	0
BS	147'599	85.4%	127.9	11.791	11.753	1'867'779
BL	9'676	45.2%	20.5	1.120	1.082	0
SH	18'303	49.2%	10.1	1.099	1.061	0
AR	6'390	39.6%	5.6	0.283	0.245	0
AI	3'551	38.8%	2.7	0.038	0.000	0
SG	18'406	50.1%	15.2	1.327	1.289	0
GR	8'512	49.2%	5.4	0.506	0.468	0
AG	6'480	44.3%	12.2	0.633	0.595	0
TG	8'043	42.1%	10.2	0.579	0.541	0
TI	13'398	52.8%	16.6	1.224	1.186	0
VD	29'973	44.9%	27.9	2.250	2.212	353'591
VS	8'625	41.1%	6.6	0.439	0.401	0
NE	17'459	50.9%	13.1	1.212	1.174	0
GE	86'228	64.0%	122.2	8.739	8.701	3'212'721
JU	3'712	47.6%	3.5	0.208	0.170	0
CH	41'051	50.8%	27.8	1.763	1.725	11'793'270

¹⁾ Population résidente permanente des communes (STATPOP 2011).

²⁾ Nombre de personnes actives par rapport à la population résidente permanente des communes selon le recensement des entreprises (RE 2008).

³⁾ Population résidente permanente et nombre de personnes actives par rapport à la surface productive des communes selon la statistique de la superficie (AREA 2011)

Les paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres reculent, passant de 121,7 millions de francs (2013) à 121,0 millions. Comme l'année dernière, quatre cantons, Zurich, Bâle-Ville, Vaud et Genève, bénéficient de paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres. Les variations par rapport à l'année précédente sont minimales. Elles se chiffrent à deux francs par habitant pour le canton de Bâle-Ville, en raison de la prise en compte des nouvelles données démographiques, mais atteignent au maximum un franc dans les autres cantons.

Tableau 16 CCS, domaine F: paiements compensatoires en 2014 et comparaison avec 2013

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2014		2013		Différence 2014 / 2013	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-65'233'707	-48	-65'257'526	-48	23'819	1
BE	0	0	0	0	0	0
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	0	0	0	0	0	0
BS	-19'160'047	-100	-19'308'748	-101	148'701	1
BL	0	0	0	0	0	0
SH	0	0	0	0	0	0
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	0	0	0	0	0	0
VD	-3'627'201	-5	-3'719'699	-5	92'498	0
VS	0	0	0	0	0	0
NE	0	0	0	0	0	0
GE	-32'956'716	-73	-33'421'944	-75	465'229	2
JU	0	0	0	0	0	0
CH	-120'977'670	-16	-121'707'918	-16	730'248	0

3.2.3 Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques

Le tableau 17 présente une comparaison récapitulative des paiements compensatoires totaux liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques pour les années 2013 et 2014.

Tableau 17 Total de la CCS: paiements compensatoires en 2014 et comparaison avec 2013

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2014		2013		Différence 2014 / 2013	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-72'256'939	-53	-74'937'355	-56	2'680'415	3
BE	-26'845'727	-27	-28'024'266	-29	1'178'540	1
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	-175'752	-1	0	0	-175'752	-1
BS	-54'499'192	-284	-52'811'664	-277	-1'687'527	-7
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-2'165'353	-29	-1'881'462	-25	-283'890	-4
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-20'660'195	-62	-20'100'365	-61	-559'829	-1
VD	-63'273'181	-90	-63'199'374	-91	-73'808	2
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-15'373'735	-89	-15'308'944	-89	-64'792	0
GE	-107'158'920	-236	-108'437'142	-242	1'278'221	6
JU	-524'016	-8	-423'180	-6	-100'836	-1
CH	-362'933'010	-47	-365'123'753	-47	2'190'743	1

4 Compensation des cas de rigueur en 2014

La Confédération finance la compensation des cas de rigueur (CCR) pour deux tiers et les cantons pour un tiers. Etant donné que, durant l'année de référence 2014, aucun canton à faible potentiel de ressources bénéficiant de la compensation des cas de rigueur ne devient un canton à fort potentiel de ressources, le montant versé au titre de la compensation des cas de rigueur reste inchangé par rapport à l'année précédente, conformément à l'art. 19, al. 6, PFCC. Les montants versés et perçus par canton sont présentés dans le tableau 18.

Tableau 18 Compensation des cas de rigueur en 2014

en CHF 1'000

Compensation des cas de rigueur 2014			
	Montants perçus	Montants versés	Solde CCR
ZH	0	20'251	20'251
BE	-52'135	15'801	-36'334
LU	-23'692	5'729	-17'963
UR	0	574	574
SZ	0	2'120	2'120
OW	-9'442	534	-8'908
NW	0	612	612
GL	-8'169	636	-7'533
ZG	0	1'628	1'628
FR	-137'280	3'934	-133'346
SO	0	4'024	4'024
BS	0	3'192	3'192
BL	0	4'264	4'264
SH	0	1'216	1'216
AR	0	886	886
AI	0	243	243
SG	0	7'438	7'438
GR	0	3'128	3'128
AG	0	8'967	8'967
TG	0	3'773	3'773
TI	0	5'092	5'092
VD	0	10'420	10'420
VS	0	4'529	4'529
NE	-108'833	2'764	-106'069
GE	0	6'772	6'772
JU	-19'388	1'120	-18'268
CH	-358'937	119'646	-239'292

5 Vue d'ensemble des paiements en 2014

Le Tableau 19 présente une vue d'ensemble du calcul des dotations des divers instruments de péréquation en 2014.

Tableau 19 en CHF				
Dotation des instruments de la péréquation en 2014				
	Dotation 2013	Progression ordinaire en %	en CHF	Dotation 2014
Péréquation des ressources				
verticale	2'196'465'269	1.1%	23'531'055	2'219'996'324
horizontale	1'500'218'846	0.5%	7'717'204	1'507'936'050
<i>Rapport péréquation horizontale/verticale</i>	<i>68.3%</i>			<i>67.9%</i>
Compensation des charges				
Facteurs socio-démographiques				
Structure de la population	243'415'835	-0.6%	-1'460'495	241'955'340
Villes-centres	121'707'918	-0.6%	-730'248	120'977'670
Facteurs géo-topographiques	365'123'753	-0.6%	-2'190'743	362'933'010
Compensation des cas de rigueur				
Confédération	239'291'577	0.0%	-	239'291'577
Cantons	119'645'785	0.0%	-	119'645'785

Les paiements compensatoires décrits aux paragraphes précédents et relevant de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur constituent les paiements compensatoires nets des cantons en 2014. Le tableau 20 présente les montants correspondants par canton et le tableau 21 une comparaison avec l'année de référence 2013.

Ainsi, par rapport à 2013, les paiements compensatoires des cantons d'Appenzell Rh.-Ext., des Grisons, de Glaris et d'Obwald diminuent de plus de 110 francs par habitant, en raison de la croissance de leur indice des ressources. Suite à la baisse de son indice des ressources, le canton de Neuchâtel reçoit 130 francs par habitant de plus en 2014 qu'en 2013. Dans les autres cantons, les différences sont inférieures à 100 francs par habitant.

Les paiements compensatoires ont lieu deux fois par an, à chaque fois en fin de semestre. La figure 5 présente les flux financiers de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur.

Tableau 20 Paiements compensatoires nets en 2014

	IR 2014	en CHF 1'000, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton									
		PR 2014					CC 2014				
		horizontale		verticale			CCG			CCS F	
		Charge	Allègement			Total					Total
ZH	117.7	419'310	0	0	0	419'310	0	-7'023	-65'234	-72'257	347'053
BE	74.5	0	-461'369	-679'232	-1'140'601	-1'140'601	-27'918	-26'846	0	-54'764	-1'195'364
LU	78.9	0	-131'278	-193'268	-324'546	-324'546	-6'281	0	0	-6'281	-330'828
UR	61.2	0	-30'734	-45'247	-75'980	-75'980	-11'577	0	0	-11'577	-87'558
SZ	158.9	147'025	0	0	147'025	147'025	-6'541	0	0	-6'541	140'484
OW	85.0	0	-7'362	-10'838	-18'199	-18'199	-5'997	0	0	-5'997	-24'196
NW	127.3	19'022	0	0	19'022	19'022	-1'297	0	0	-1'297	17'725
GL	68.4	0	-24'871	-36'615	-61'486	-61'486	-5'371	0	0	-5'371	-66'857
ZG	243.8	277'863	0	0	277'863	277'863	0	0	0	0	277'863
FR	75.5	0	-12'140	-178'728	-300'129	-300'129	-9'644	0	0	-9'644	-309'773
SO	79.4	0	-85'741	-126'228	-211'969	-211'969	0	-176	0	-176	-212'145
BS	146.1	153'881	0	0	153'881	153'881	0	-35'339	-19'160	-54'499	99'382
BL	101.6	7'505	0	0	7'505	7'505	0	0	0	0	7'505
SH	103.9	5'163	0	0	5'163	5'163	0	-2'165	0	-2'165	2'998
AR	84.8	0	-11'335	-16'687	-28'022	-28'022	-18'850	0	0	-18'850	-46'872
AI	84.0	0	-3'613	-5'319	-8'931	-8'931	-8'448	0	0	-8'448	-17'379
SG	79.5	0	-160'770	-236'686	-397'456	-397'456	-2'165	0	0	-2'165	-399'621
GR	84.4	0	-43'714	-64'356	-108'071	-108'071	-139'151	0	0	-139'151	-247'221
AG	89.1	0	-77'912	-114'703	-192'615	-192'615	0	0	0	0	-192'615
TG	78.0	0	-91'596	-134'848	-226'443	-226'443	-3'990	0	0	-3'990	-230'433
TI	100.8	4'502	0	0	4'502	4'502	-14'422	-20'660	0	-35'082	-30'579
VD	108.4	102'971	0	0	102'971	102'971	0	-59'646	-3'627	-63'273	39'698
VS	70.4	0	-179'457	-264'198	-443'655	-443'655	-74'232	0	0	-74'232	-517'886
NE	90.2	0	-19'104	-28'125	-47'230	-47'230	-22'741	-15'374	0	-38'115	-85'345
GE	147.0	370'693	0	0	370'693	370'693	0	-74'202	-32'957	-107'159	263'534
JU	62.5	0	-57'681	-84'919	-142'600	-142'600	-4'309	-524	0	-4'833	-147'432
CH	100.0	1'507'936	-1'507'936	-2'219'996	-2'219'996	-2'219'996	-362'933	-241'955	-120'978	-725'866	-2'945'862

IR = indice des ressources; PR = péréquation des ressources; CC = compensation des charges; CCG = compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques; CCS = compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques; A-C = domaines pauvreté, vieillesse, intégration des étrangers, F = problématique des villes-centres.
* par habitant de la population déterminante pour le potentiel des ressources (= population résidente moyenne, moyenne 2008 - 2010).

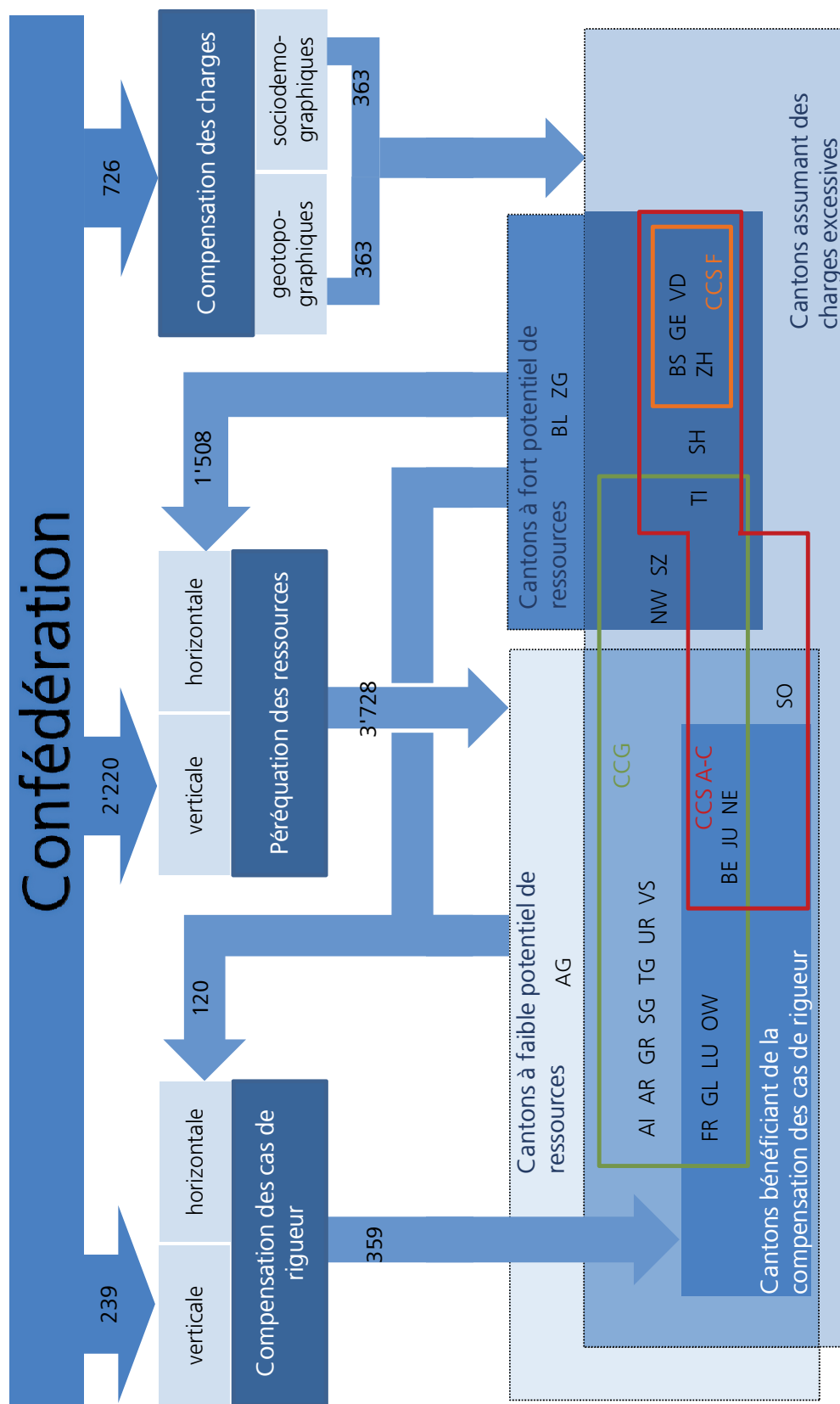
Tableau 21 Paiements compensatoires nets en 2014 et comparaison avec 2013

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	Paiements compensatoires nets					
	Année 2014		Année 2013		Différence 2014 / 2013	
	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>
ZH	367'304	269	377'936	281	-10'632	-12
BE	-1'231'698	-1'258	-1'161'012	-1'191	-70'686	-67
LU	-348'791	-941	-370'505	-1'011	21'714	71
UR	-86'983	-2'505	-86'627	-2'502	-356	-3
SZ	142'604	993	132'215	932	10'389	61
OW	-33'104	-955	-36'487	-1'067	3'383	112
NW	18'336	457	16'642	417	1'695	40
GL	-74'390	-1'943	-79'439	-2'082	5'049	139
ZG	279'491	2'514	275'217	2'499	4'274	15
FR	-443'119	-1'619	-457'360	-1'701	14'241	82
SO	-208'121	-826	-204'451	-816	-3'670	-10
BS	102'574	534	114'163	598	-11'589	-64
BL	11'770	43	3'562	13	8'208	30
SH	4'213	56	2'621	35	1'592	21
AR	-45'986	-874	-53'748	-1'023	7'762	149
AI	-17'136	-1'106	-15'777	-1'036	-1'359	-70
SG	-392'183	-828	-388'657	-827	-3'526	-1
GR	-244'093	-1'256	-269'602	-1'395	25'508	140
AG	-183'648	-308	-181'861	-309	-1'786	1
TG	-226'660	-929	-221'314	-918	-5'347	-11
TI	-25'487	-76	-22'721	-69	-2'766	-8
VD	50'118	71	54'273	79	-4'155	-7
VS	-513'357	-1'682	-523'984	-1'741	10'627	58
NE	-191'413	-1'113	-168'228	-983	-23'186	-130
GE	270'306	596	257'597	576	12'709	21
JU	-165'700	-2'412	-158'457	-2'314	-7'243	-98
CH	-3'185'154	-409	-3'166'004	-411	-19'150	2

Figure 5
Représentation schématique de la péréquation financière 2014

Paievements en mio. de CHF



6 Adaptations de l'OPFCC

L'annexe à l'OPFCC est actualisée annuellement avec les chiffres du nouvel exercice. Conjointement à l'actualisation des versements compensatoires de 2014, l'OPFCC sera encore modifiée sur deux points. La première adaptation s'impose en raison du remaniement des données disponibles par suite de la nouvelle statistique de la population. Le deuxième changement élimine une contradiction entre la PFCC et l'OPFCC en lien avec l'arrondissement des chiffres de l'indice des ressources.

6.1 Adaptation des données démographiques

L'annexe 1 au rapport portant sur les chiffres de 2013¹ présente de manière détaillée le passage aux nouvelles données démographiques. Aucune remarque n'a été formulée au cours de la procédure d'audition menée auprès des cantons par la CDF concernant les chiffres 2013.

Les modifications concernent l'art. 29, al. 1, let. a et c, ainsi que l'art. 30, al. 4, let. a, OPFCC, dans lesquels la notion de «population résidente selon le recensement fédéral» devra être remplacée par celle de «population résidente permanente». En outre, l'expression «le nombre d'habitants domiciliés, selon le recensement fédéral,» (art. 30, al. 4, let. c) sera remplacée par «la population résidente permanente domiciliée».

Chapitre 2: Charges dues à des facteurs géo-topographiques

Section 1: Charges excessives déterminantes

Art. 29 Indicateurs des cantons

¹ La compensation des charges dues à des facteurs géo-topographiques est opérée sur la base des quatre indicateurs suivants:

- a. altitude: la part de la ~~population résidente totale habitant, selon le recensement fédéral~~, [nouveau: population résidente permanente habitant] à plus de 800 mètres d'altitude;
- b. déclivité du terrain: l'altitude médiane des surfaces productives selon la statistique de la superficie;
- c. structure de l'habitat: la part de la ~~population résidente totale domiciliée, selon le recensement fédéral~~, [nouveau: population résidente permanente domiciliée] en dehors du territoire des agglomérations principales (annexe 10);
- d. densité démographique: le nombre d'habitants permanents par km² de la surface totale selon la statistique de la superficie.

¹ Péréquation financière entre la Confédération et les cantons – Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur en 2013; juin 2012

Art. 30 Indice des charges et charges excessives déterminantes

⁴ Les charges excessives déterminantes d'un canton sont égales à la différence pondérée entre son indice des charges et celui de l'ensemble de la Suisse. Les pondérations diffèrent selon l'indicateur utilisé et sont les suivantes:

- a. pour l'altitude: ~~la population résidente du canton vivant, selon le recensement fédéral;~~ [nouveau: population résidente permanente vivant] à plus de 800 mètres d'altitude;
- b. pour la déclivité du terrain: la surface productive du canton selon la statistique de la superficie;
- c. pour la structure de l'habitat: ~~le nombre d'habitants domiciliés, selon le recensement fédéral;~~ [nouveau: la population résidente permanente domiciliée] en dehors du territoire des agglomérations principales du canton;
- d. pour la densité démographique: la population résidente permanente du canton.

...

Par ailleurs, dans l'annexe 10 de l'OPFCC, sous le deuxième tiret, la mention de l'année (2000) dans l'expression «données hectométriques du recensement 2000» doit être radiée, puisque les données seront actualisées annuellement à partir de l'année de référence 2014.

Définition de la notion de territoire des agglomérations principales et base de données

- Par territoire d'une agglomération principale, on entend, dans le cadre de la compensation des charges géo-topographiques, un ensemble de quartiers adjacents qui présente une population d'au moins 200 personnes.
- La base de données est constituée par les ~~données hectométriques du recensement 2000~~ [nouveau: données hectométriques du recensement].
- Par ensemble de quartiers adjacents, on entend les hectares habités contigus.

6.2 Arrondissement de l'indice des ressources

En vertu de l'art. 4, al. 2, OPFCC, l'indice des ressources d'un canton est arrondi au premier chiffre après la virgule. Pour les années de référence 2008 à 2012, cette opération a été systématiquement effectuée lors du calcul de l'indice des ressources. Les montants compensatoires ont donc aussi été définis sur la base de ces chiffres arrondis.

OPFCC, art. 4 Indice des ressources

...

² *L'indice des ressources d'un canton est arrondi au premier chiffre après la virgule.*

...

Cependant, l'AFF a constaté lors des calculs concernant l'année de référence 2013 que l'arrondissement précoce entraînait des modifications dans le classement des cantons. Or l'art. 6, al. 1, PFCC, précise:

PFCC, art. 6 Répartition des fonds

¹ *Le Conseil fédéral arrête chaque année la répartition des fonds de la péréquation des ressources entre les cantons à faible potentiel de ressources sur la base de leur potentiel de ressources et de leur nombre d'habitants. La contribution par habitant augmente progressivement en fonction de la différence croissante entre les ressources déterminantes d'un canton et celles de la moyenne suisse. Le classement des cantons ne doit pas être modifié par la péréquation des ressources.*

L'art. 26, al. 2, let. b, OPFCC, concrétise l'article de la PFCC:

OPFCC, art. 26 Contributions versées aux cantons à faible potentiel de ressources (répartition)

² *L'augmentation progressive de la contribution est fixée de sorte que:*

...

b. le classement des cantons, basé sur les recettes fiscales standardisées par habitant auxquelles s'ajoute la contribution par habitant versée au titre de la péréquation des ressources, ne soit pas modifié.

Seul l'emploi de l'indice des ressources non arrondi pour le calcul des contributions permet d'éviter toute modification dans le classement des cantons. C'est pour cette raison que, pour l'année de référence 2014, les chiffres sont établis pour la première fois sur la base d'un tel indice non arrondi. L'indice continuera à être publié avec une décimale après la virgule.

En examinant les chiffres des années de référence déjà publiées, on se rend compte que la question de l'arrondissement n'est pas uniquement théorique. En effet, le classement des cantons a été modifié en 2008, 2009, 2011 et 2013 à la suite de l'arrondissement de l'indice des ressources. Le tableau 22 énumère ces cas.

Tableau 22 Modifications dans le classement sur la période 2008 à 2013

Année		Avant péréquation		Paiements péréquatifs	Après péréquation	
		Indice RFS	RFS par hab.		Indice RFS	RFS par hab.
2008	GL	69.6	5'210	1'300	86.9	6'509
	VS	69.0	5'171	1'339	86.9	6'510
2009	FR	73.5	5'574	1'017	86.9	6'592
	TG	73.4	5'570	1'024	86.9	6'593
2011	AR	74.1	6'052	935	85.5	6'986
	LU	74.1	6'051	935	85.5	6'986
	OW	74.0	6'046	941	85.5	6'987
2013	SO	78.8	6'674	832	88.6	7'506
	SG	78.7	6'671	838	88.6	7'509
2013	JU	62.8	5'318	1'976	86.1	7'294
	UR	60.2	5'105	2'193	86.1	7'298

Ainsi, par exemple, les recettes fiscales standardisées par habitant du canton du Valais avant péréquation sont inférieures de près de 39 francs à celles du canton de Glaris. En raison de l'indice des ressources arrondi, le canton du Valais a cependant reçu de la péréquation des ressources 39 francs de plus par habitant. Par conséquent, les recettes fiscales standardisées par habitant après péréquation sont supérieures d'environ 1 franc à celles de Glaris, ce qui va à l'encontre des dispositions de l'art. 6, al. 1, PFCC. Dans tous les cas énumérés dans le tableau 22, le canton à plus faible potentiel de ressources avait plus de moyens à disposition après péréquation que le canton qui avait un plus fort potentiel de ressources à l'origine. Etant donné que les indices RFS des deux cantons concernés étaient identiques après péréquation, ces effets de l'arrondissement n'ont pas été remarqués tout de suite. Si l'indice des ressources n'avait jamais été arrondi, il n'y aurait pas eu de modification dans le classement des cantons. Il faut toutefois préciser que l'arrondissement est de nature aléatoire et qu'il n'y a donc pas eu de cantons qui auraient été systématiquement privilégiés.

Le classement des cantons à fort potentiel de ressources ne peut subir de modification, car les paiements compensatoires correspondent à un taux uniforme du potentiel en ressources excédentaires.

Afin d'éviter à l'avenir toute modification du classement, l'art. 4, al. 2, OPFCC est abrogé et seul l'indice des ressources non arrondi sera utilisé à partir de l'année de référence 2014.

Annexe 1

Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)

Examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons.

Résultats des audits de mars–avril 2013 auprès d’une sélection d’administrations fiscales cantonales.

Juin 2013

Informations complémentaires sur le rapport du CDF:

Andreas Meyer, CDF, Responsable de mandat, domaine d’examen 5, tél. 031 323 11 75.



Examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons

Résultats des audits de mars-avril 2013 auprès
d'une sélection d'administrations fiscales
cantonales

Rapport à l'attention du groupe technique d'assurance-qualité RPT pour sa séance du 25 avril 2013

Traduction de la version originale allemande

18 Juin 2013

Table des matières

ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	4
CONTROLE-QUALITE / PROGRAMME D'EXTRACTION DES DONNÉES RPT	5
ARBRE DE DECISION POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS DU CDF	7
1 ERREURS CONSTATEES	8
1.1 Erreurs systématiques de type 1a et 1b	8
1.1.1 Non communication du revenu des personnes physiques assujetties à la source taxées ordinairement (« sourciers mixtes »)	8
1.1.2 Pas d'annonce des données des « sourciers mixtes » en cas de non taxation	8
1.1.3 Non communication du revenu imposable malgré une perception provisoire d'IFD pour l'année fiscale 2010	9
1.1.4 Absence de perception provisoire d'IFD en raison d'un changement de statut d'assujetti à la dépense à assujetti ordinaire	10
1.1.5 Annonce de la fortune imposable au lieu de la fortune nette	11
1.1.6 Absence de communication de la fortune en cas de perception provisoire selon l'année précédente des personnes physiques	11
1.1.7 Absence de communication du bénéfice « Suisse » pour des sociétés à statut particulier	11
1.1.8 Absence d'annonce des bénéfices „Suisse“ et „étranger“ pour des sociétés à statut particulier	12
1.2 Erreurs non systématiques (Types 1c et 1d)	12
1.2.1 Erreur de saisie des données de « sourciers mixtes »	12
1.2.2 Communication du revenu brut d'un assujetti à la source sous deux catégories	12
1.2.3 Cas isolés d'absence d'annonce de la fortune	13
1.2.4 Sociétés de capitaux avec un statut cantonal de société principale	13
1.2.5 Annonce de sociétés avec un code de société erroné	15
1.2.6 Pas d'annonce du revenu locatif pour une société holding	15
2 DIFFERENCES D'INTERPRETATION DES DIRECTIVES	16
2.1 Correction manuelle des bénéfices « Suisse » et « étranger » pour l'indicateur BPM	16
2.2 Annonce d'un statut de taxation „définitive“ pour des sociétés ordinaires sur la base des seuls éléments de la déclaration d'impôt	16

ABREVIATIONS

ACI	Administration cantonale des impôts
AFC	Administration fédérale des contributions
AFA	Assiette fiscale agrégée
AFF	Administration fédérale des finances
BPM	Bénéfice des personnes morales
CCF	Contrôle cantonal des finances
CDF	Contrôle fédéral des finances
DDF	Département fédéral des finances
FPP	Fortune des personnes physiques
GT AQ	Groupe technique d'assurance-qualité RPT
IFD	Impôt fédéral direct
IT	Informatique
LCF	Loi fédérale du 28 juin 1967 sur le contrôle fédéral des finances (RS 614.0)
LHID	Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (RS 642.14)
LIFD	Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11)
NEST	Neue Software Technologie Gemeinden GmbH : groupe d'entreprises réunissant les sociétés InnoSolv SA, KMS SA et Sesam SA, & application informatique des cantons de AI, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG et UR
OPFCC	Ordonnance fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (RS 613.2)
PP	Personnes physiques
PM	Personnes morales
RPP	Revenu des personnes physiques
RPPS	Revenu des personnes physiques assujetties à la source
RPT	Péréquation financière et répartition des charges

INTRODUCTION

Selon l'art. 6 al. 1^{er} let. j de la loi sur le contrôle des finances (RS 614.0), le Contrôle fédéral des finances (CDF) procède chaque année à l'analyse des données livrées par les administrations cantonales des impôts (ACI) pour le calcul de la péréquation des ressources.

Le CDF a modifié son approche d'audit par rapport aux contrôles menés entre 2008 et 2011. Depuis 2012, l'examen comprend le suivi des mesures prises par les cantons pour corriger les erreurs identifiées lors de précédents audits du CDF. Sur la base d'une analyse de risques, le CDF limite désormais son contrôle de détail à un ou deux indicateurs. Cette nouvelle approche prend en comptes les mesures en matière d'assurance-qualité prises par les cantons.

En 2013, le CDF a examiné les **données sélectionnées pour l'année fiscale 2010** relatives aux cantons de Zurich (ZH), des Grisons (GR), de Soleure (SO), de Schwyz (SZ), du Valais (VS), du Jura (JU) et de Bâle-campagne (BL). Dans l'hypothèse où les erreurs identifiées revêtaient un caractère systématique, le CDF a étendu ses contrôles aux données des années fiscales 2008 et 2009 ou a demandé une explication à l'administration cantonale des impôts (ACI) concernée.

Entre le 11 mars et le 12 avril 2013, l'équipe d'audit RPT a procédé aux examens dans les sept cantons concernés. Les auditeurs suivants ont pris part aux contrôles sur site : Daniel Aeby (SZ, JU, BL), Grégoire Demaurex (VS), Markus Künzler (ZH, GR, SO) et Jean-Marc Stucki (ZH, GR, SO, SZ, VS, JU, BL). De manière à garantir une suppléance sur le volet informatique (IT) de la révision, Stéphane Kury a pris part à l'audit dans le canton de Zurich. Markus Künzler a soutenu l'équipe d'audit au niveau informatique (analyse des données, opinion sur la gestion des changements informatiques).

Sur la base de ses examens, le CDF relève la bonne qualité des données cantonales. Les directives de l'Administration fédérale des finances (AFF) ont été en grande partie mises en œuvre. Les révisions ont cependant mis en évidence certains besoins de clarifications de ces règles.

Pour chacune des sept révisions, l'ACI a pu prendre position face aux constats du CDF. Pour autant que disponibles, ces communications écrites des cantons ont été annexées aux procès-verbaux concernés. Le vice-directeur du CDF, Michel Huissoud, ainsi que le chef de mandat, Andreas Meyer, ont assuré la supervision des audits dans les cantons.

CONTROLE-QUALITE / PROGRAMME D'EXTRACTION DES DONNÉES RPT

Opinion sur les contrôles-qualité

Dans tous les cantons examinés cette année, les contrôles mis en œuvre pour la communication des données RPT ont été décrits et documentés tout en en garantissant la traçabilité. Les contrôles développés par les ACI vont d'examens sommaires de plausibilité (concordances avec le formulaire 57 du décompte de l'impôt fédéral direct (IFD) avec l'Administration fédérale des contributions (AFC) et avec les chiffres de l'année précédente ; comparaisons avec les chiffres de la statistique sur la population et du développement conjoncturel ainsi qu'avec des indices boursiers) à des contrôles de cas particuliers.

Décrits pour la plupart dans des concepts ou des directives d'assurance-qualité, ces contrôles ont encore accru la qualité des données et sensibiliser les ACI à l'importance du processus d'annonce des données RPT. Le CDF a cependant identifié des erreurs systématiques dans certains cantons. Il est particulièrement important que les contrôles effectués par les cantons prennent en considération les risques liés à leur environnement spécifique: processus s'appuyant sur des applications fiscales distinctes, décentralisation de la taxation, interfaces, procédure de taxation, etc.

La mise en œuvre des contrôles de plausibilité devrait être documentée, mais également les résultats de ceux-ci (en ordre, parce que... ; pas en ordre, parce que...) ainsi que les mesures prises par l'ACI (non acceptation, correction, acceptation).

Effectués dans un environnement non représentatif, les contrôles du CDF ci-après ont conduit à l'identification d'erreurs systématiques :

- Examen de concordance entre les listes des cas individuels des personnes physiques assujettis à la source taxés de manière ordinaire („sourciers mixtes“) et l'annonce des données RPT pour l'indicateur du revenu ordinaire des personnes physiques (RPP).
- Analyse des cas transmis dans l'extraction RPT de l'année précédente, mais pas dans l'annonce de l'année actuelle.
- Examen de concordance entre les listes des dossiers individuels des personnes physiques non encore taxées provisoirement/définitivement et les données de l'indicateur RPP.
- Examen des cas individuels, pour lesquels une donnée a été annoncée pour l'indicateur de la fortune des personnes physiques (FPP), mais pas pour l'indicateur RPP ou vice-versa.
- Analyse des dossiers individuels qui présentent une différence dans les données communiquées d'un côté à l'AFC pour la RPT et, de l'autre côté, au CDF pour les besoins du contrôle.
- Examen de la justification de cas individuels inscrits au registre, mais non compris dans les données RPT transmises pour la RPT.

L'intégration des contrôles liés à la RPT dans le système de contrôle interne de l'ACI peut créer des synergies et ainsi conduire à une diminution du coût des contrôles.

Importance du programme d'extraction des données RPT pour la qualité des données

La qualité des données RPT repose dans une large mesure sur les programmes d'extraction. Tant les adaptations apportées aux directives de l'AFF, que les changements opérés dans les applications de base (systèmes de taxation et/ou de perception) ont une influence sur ceux-ci. La gestion du changement (Change-Management) doit conséquemment tenir compte de ces deux aspects. Le CDF constate que les programmes d'extractions font l'objet de tests avant et après leur modification. Il manque cependant des « cas-test » prédéfinis, sur la base desquels les changements standards des programmes peuvent être contrôlés. Le CDF recommande aux ACI de vérifier les programmes d'extraction des données RPT au moyen de « cas-tests » standardisés.

Evaluation des risques liés à l'annonce des données RPT en regard des différents indicateurs du potentiel de ressources

Les données de la péréquation des ressources présentent une complexité différente selon les indicateurs.

INDICATEUR	Estimation du risque d'annonce incorrecte des données de l'indicateur
RPP	Faible
RPPS	Élevé (nombreuses catégories, cas de transferts entre systèmes)
FPP	Relativement élevé (assujettis „limités“, cas „provisaires“ avec répartition fiscale intercantonale)
BPM	Élevé (fréquentes saisies manuelles, plusieurs champs de données pertinents, indicateur complexe)
REPARTITIONS	Faible

Schéma 1: Source, CDF

Le schéma 1 ci-dessus ne tient pas compte des volumes financiers induits au niveau du potentiel des ressources RPT. Le CDF estime que le risque le plus élevé d'erreurs porte sur les indicateurs RPPS et BPM, en raison principalement de leur complexité.

ARBRE DE DECISION POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS DU CDF

A l'issue des audits menés dans les sept cantons, le CDF a classé les cas d'erreurs selon un arbre de décision établi en référence aux dispositions de l'art. 42 al. 1^{er} de l'ordonnance fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC) ainsi qu'aux décisions et propositions du groupe technique d'assurance-qualité à l'attention de la Conférence des directeurs des finances cantonaux.

Le CDF invite le groupe technique d'assurance-qualité RPT à prendre les décisions nécessaires relatives aux erreurs systématiques et non systématiques ainsi qu'aux questions d'interprétations soulevées ci-après.

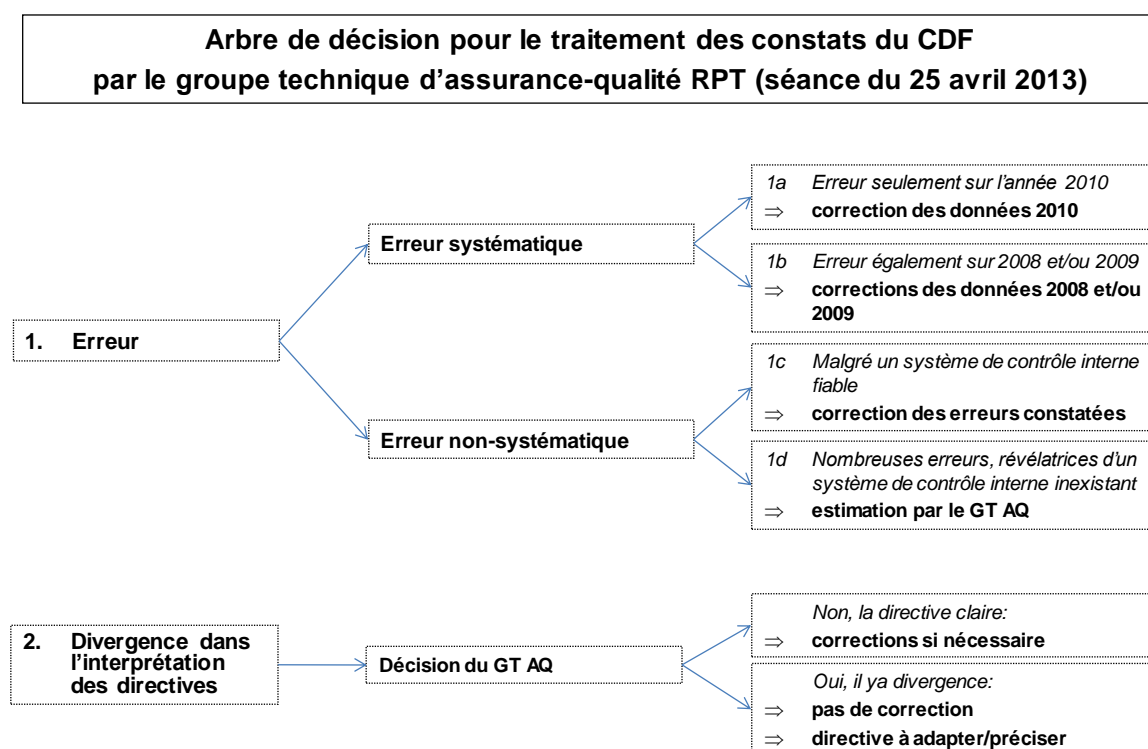


Schéma 2: Arbre de décision pour le traitement des constats du CDF par le GT AQ RPT

1 ERREURS CONSTATEES

1.1 Erreurs systématiques de type 1a et 1b

1.1.1 Non communication du revenu des personnes physiques assujetties à la source taxées ordinairement (« sourciers mixtes »)

- **ZH, indicateur RPP:** Parmi les données cantonales livrées en référence à l'indicateur RPP, l'ACI ZH a transmis un revenu imposable de zéro franc pour un « sourcier mixte ». Ce contribuable avait pourtant fait l'objet d'une taxation définitive enregistrée dans le système avec un potentiel fiscal supérieur à zéro franc. L'origine de cette erreur résidait en ce que la modification « manuelle » du type de taxation (sourcier, ordinaire) avait été effectuée sans reprise simultanée du potentiel de revenu imposable. Le CDF a demandé à l'ACI ZH de lui communiquer le nombre de cas ainsi que les volumes financiers concernés pour les années fiscales 2008, 2009 et 2010. L'ACI ZH a informé directement l'AFC et l'AFF de l'ampleur de cette erreur.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** L'Office des impôts du Canton de Zürich a été prié de fournir les cas identifiés pour les années fiscales 2008, 2009 et 2010. Selon les informations obtenues par oral du CDF, les montants approximatifs des erreurs sont d'environ 120 millions de francs pour 2008 et 2009 et d'environ 160 millions de francs pour 2010.

1.1.2 Pas d'annonce des données des « sourciers mixtes » en cas de non taxation

- **BL, indicateur RPPS:** L'échantillon des dossiers retenu par le CDF comprenait un cas de « sourcier mixte » pour lequel aucune taxation provisoire et/ou définitive pour l'année fiscale 2010 n'avait encore eu lieu. Celui-ci ne figurait pas dans les données RPT transmises à l'AFC. Selon la prise de position de l'ACI BL du 18 avril 2013, le potentiel non communiqué concerne 13 sourciers mixtes et porte sur un montant total de revenus bruts de 1'115'137 francs.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.1.3 Non communication du revenu imposable malgré une perception provisoire d'IFD pour l'année fiscale 2010

- **GR, indicateur RPP:** A la date d'extraction des données pour l'indicateur RPP, aucune donnée « utilisable » n'était disponible dans l'application cantonale de taxation, ceci bien que de l'IFD ait été perçue pour l'année fiscale 2010. Les applications fiscales cantonales conditionnent le transfert des données de taxation au système de perception à une validation manuelle préalable du statut de taxation provisoire/définitive (statut : « exportiert »). S'agissant d'une taxation définitive, un tel transfert n'est réalisé que si l'éventuelle taxation provisoire est préalablement effacée dans le système de taxation. En l'absence de communication de données dans le module de perception à la date d'extraction RPT, le dossier concerné n'est ainsi pas communiqué pour la RPT. Dans son échantillon de contrôle, le CDF a identifié treize cas de ce type. Selon la communication du 11 avril 2013 de l'ACI GR pour l'année fiscale 2010, le potentiel non communiqué concerne 821 cas et porte sur 76,5 millions de francs.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** L'ACI GR est invitée à fournir ces cas pour les années fiscales 2008, 2009 et 2010.

- **SO, indicateur RPP:** Pour les contribuables mariés, le programme d'extraction pour l'indicateur RPP prend systématiquement en compte les références de domicile du mari. Dans les cas de séparation avec domiciliation de l'ex-conjoint hors du canton de Soleure, aucune donnée n'est transmise pour la RPT, cela même si l'IFD est prélevé pour le couple dans le canton.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

- **VS, indicateur RPP:** Le programme d'extraction pour l'indicateur RPP tient compte des statuts de taxation « définitif » ou « provisoire », mais pas de l'existence d'une éventuelle perception provisoire d'IFD. Le CDF a relevé trois cas, pour lesquels aucune annonce n'avait été faite, alors même qu'une perception provisoire d'IFD avait eu lieu. Ces cas étaient connus de l'ACI VS, car ils faisaient l'objet de clarifications à la date d'extraction des données RPT (par ex. : domicile fiscal, diplomates). A la demande du CDF, l'ACI VS a examiné les cas manquants et a indiqué dans sa prise de position écrite du 10 avril 2013 que le potentiel manquant concernait 22 cas et qu'il s'élevait à 2'441'200 francs.

- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.1.4 Absence de perception provisoire d'IFD en raison d'un changement de statut d'assujetti à la dépense à assujetti ordinaire

- **VS, indicateur RPP:** Lors d'un changement de statut d'une personne physique d'assujetti à la dépense à celui d'assujetti ordinaire, le contribuable concerné reçoit un nouveau numéro d'assujetti. Ce type de dossier est ainsi traité comme un cas de nouvel assujettissement dans le canton (installation). Il n'est pas garanti que, dans l'année du changement de statut, une perception provisoire d'IFD ait eu lieu au cas où ces contribuables n'auraient pas été (encore) taxés. Le CDF a relevé trois cas de ce type pour lesquels aucun revenu imposable n'a été communiqué. A la demande du CDF, l'ACI VS a identifié et examiné ces cas. Dans sa prise de position du 10 avril 2013, il a indiqué que quatre cas n'avaient ainsi pas été annoncés et que le potentiel de ressources concerné s'élevait à 664'000 francs.
 - **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.
 - ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.
-
- **GR, indicateur RPP:** Pour trois cas d'assujettis à la dépense pour lesquels un transfert au régime de l'imposition ordinaire a été effectué, le CDF a constaté l'absence de communication dans le potentiel de l'indicateur RPP de revenu pour la période fiscale ordinaire. Seuls les revenus imposés à la dépense ont été communiqués sur l'année 2010. Ces cas concernent des nouveaux contribuables en provenance de l'étranger qui s'installent dans le canton au bénéfice d'un statut d'assujetti à la dépense ou des assujettis qui quittent le canton en y conservant une propriété immobilière. A la demande du CDF, l'ACI GR a donné des explications quant aux cas non communiqués. Dans sa prise de position du 11 avril 2013, l'ACI GR a annoncé un total de six cas de ce type portant sur un montant de revenu imposable de 90'800 francs.
 - **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.
 - ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.1.5 Annonce de la fortune imposable au lieu de la fortune nette

- **GR, indicateur FPP:** Dans l'hypothèse d'une taxation provisoire de la fortune à la date d'extraction, l'ACI GR communique non pas la fortune nette, mais la fortune imposable. Le CDF a relevé trois cas de ce type. Dans sa prise de position, l'ACI GR a précisé que le 98% des personnes physiques assujettis à l'impôt cantonal sur la fortune avait été définitivement taxé à la date d'extraction des données de l'indicateur FPP. Selon elle, le potentiel non transmis s'élèverait à 350'502 francs. L'ACI GR prévoit d'adapter son programme d'extraction, de manière à établir une liste séparée de ces cas « provisoires » (sans détails de taxation), pour que, sur cette base, des corrections manuelles puissent avoir lieu. Dans sa position du 11 avril 2013, le fisc cantonal a indiqué qu'un total de 4'518 contribuables était concerné, mais que seuls 930 d'entre eux disposaient d'une fortune imposable supérieure à zéro. Pour l'ACI GR, la différence entre la fortune imposable et la fortune nette serait presque dans tous les cas égale à 40'000 francs.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC. L'impact sur le potentiel de ressources de l'erreur apparaît minime.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.1.6 Absence de communication de la fortune en cas de perception provisoire selon l'année précédente des personnes physiques

- **SO, indicateur FPP:** Les personnes physiques ayant fait l'objet d'une perception provisoire selon l'année précédente pour l'impôt sur la fortune n'ont pas été communiquées dans les données de l'indicateur FPP. Par courrier électronique du 18 avril 2013, l'ACI SO a fait état au CDF d'un potentiel non déclaré de fortune de 29'773'576 francs.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** L'ACI SO a été priée de faire une nouvelle livraison à l'AFC pour l'année fiscale 2010, et de fournir les cas manquants pour les années fiscales 2008 et 2009.

1.1.7 Absence de communication du bénéfice « Suisse » pour des sociétés à statut particulier

- **JU, indicateur BPM:** Annoncées pour la RPT avec l'entier du bénéfice classifié comme « étranger », deux sociétés à statut particulier avaient néanmoins fait l'objet d'une taxation à l'impôt cantonal pour des bénéfices « Suisse ». L'ACI JU chiffre le montant ainsi non déclaré de bénéfice « Suisse » à 2'181'141 francs.

- ⇒ **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.1.8 Absence d'annonce des bénéfices „Suisse“ et „étranger“ pour des sociétés à statut particulier

- **BL, indicateur BPM:** Bien que les bénéfices « Suisse » et « étranger » figurent dans le système NEST, ces éléments n'ont pas été communiqués pour trois sociétés à statut cantonal particulier. Selon la position de l'ACI BL du 18 avril 2013, le montant non annoncé de potentiel de ressources pour l'indicateur BPM s'élève à 619'500 francs.
- ⇒ **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Procédure 1a et 1b selon l'arbre de décision. Les cas manquants pour les années 2008, 2009 et 2010 doivent être transmis à l'AFC.
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.2 Erreurs non systématiques (Types 1c et 1d)

1.2.1 Erreur de saisie des données de « sourciers mixtes »

- **ZH, indicateur RPP:** Pour un contribuable « sourcier mixte », le revenu déterminant pour le taux d'imposition (5'410'000 francs) a été communiqué à tort au lieu du revenu imposable (305'000 francs).
- ⇒ **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Procédure 1c selon l'arbre de décision. Le cas erroné doit être communiqué à l'AFC avec le montant correct du revenu imposable pour l'année fiscale 2010.
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.2.2 Communication du revenu brut d'un assujetti à la source sous deux catégories

- **BL, indicateur RPPS:** Pour un assujetti à la source, le revenu brut pour l'année 2010 a été annoncé sous deux catégories. Bien que le contribuable ait été identifié à juste titre comme un « autre » assujetti à la source, son salaire d'octobre de 38'462 francs a été enregistré et communiqué dans la catégorie des « résidents ».
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Procédure 1c selon l'arbre de décision. Le cas erroné doit être communiqué à l'AFC avec le montant correct du revenu

imposable pour l'année fiscale 2010. L'impact sur le potentiel de ressources de l'erreur apparaît minime.

- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.2.3 Cas isolés d'absence d'annonce de la fortune

- **GR, indicateur FPP:** Le CDF a relevé quatre cas de fortunes non communiquées pour la RPT. Selon l'ACI GR, la raison de l'absence de communication réside dans une erreur de tenue du registre. Il s'agit de cas isolés. Le montant non annoncé pour le potentiel à l'indicateur FPP s'élève à 10'146'200 francs.

- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1c selon l'arbre de décision. Le cas erroné doit être communiqué à l'AFC avec le montant correct de la fortune imposable pour l'année fiscale 2010. L'impact sur le potentiel de ressources de l'erreur apparaît minime.*

- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

- **SO, indicateur FPP:** Malgré l'existence d'une taxation valable pour un contribuable, sa fortune n'a pas été annoncée dans l'indicateur FPP. Assujetti de manière limitée dans le canton de Soleure pour l'année 2010, un autre contribuable a vu ses données de fortune communiquées. Cependant, celles-ci ne concordaient pas avec celle de la répartition inter cantonale.

- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Procédure 1c selon l'arbre de décision. Les cas manquants doivent être communiqués à l'AFC pour l'année fiscale 2010. L'impact sur le potentiel de ressources de l'erreur apparaît cependant minime.*

- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.2.4 Sociétés de capitaux avec un statut cantonal de société principale

- **BL, indicateur BPM:** Le CDF a identifié cinq cas de sociétés déployant des activités de nature internationale qui revêtent pour l'IFD un statut de société principale. En matière d'impôt cantonal, ces sociétés sont taxées au tarif ordinaire applicable à toutes sociétés de capitaux. L'imposition du bénéfice dans le canton de BL se base sur une répartition fiscale internationale. Dans deux cas, le bénéfice étranger de la société à statut particulier (ex. société mixte) est soumis aux impôts cantonaux en raison d'une quote-part. Dans les trois autres cas, l'imposition se base sur une répartition internationale sans quote-part. L'ACI BL définit ces cas comme des « sociétés cantonales principales ». Le CDF constate que ce statut ne correspond pas à ceux prévus dans la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID).

En 2012, l'ACI BL a invité l'AFC à se prononcer sur la manière de communiquer ces sociétés à l'AFC pour les besoins de la RPT. Jusque là annoncées comme des sociétés ordinaires, ces « sociétés cantonales principales » sont, de par l'aval donné par l'AFC et le GT AQ RPT, désormais communiquées comme sociétés à statut cantonal mixte.

Formellement, ces sociétés sont identifiées au niveau cantonal dans NEST comme des sociétés ordinaires de capitaux avec répartition fiscale internationale (statut ordinaire, tarif ordinaire, pas de trace du bénéfice « Suisse » et du bénéfice « étranger »). Pour la RPT toutefois, ces sociétés sont définies comme des sociétés à statut particulier (sociétés de domicile ou mixtes) dès le moment où une répartition fiscale internationale a été opérée pour l'impôt cantonal. Parmi les cas identifiés comme sociétés à statut particulier par l'ACI BL, le CDF a relevé un cas pour lequel la part du bénéfice « étranger » était inférieure à 20%. Cette société ne répond ainsi pas aux critères de classification prédéfinis par la LHID pour une société mixte.

Comme le GT AQ RPT a validé, par lettre du 25 avril 2012, l'annonce de ces entreprises comme sociétés à statut fiscal particulier, le CDF s'est limité à vérifier les montants communiqués au titre des bénéfices « Suisse » et « étranger ». Il a constaté que les chiffres ainsi annoncés ne répondaient pas aux bénéfices effectivement imposables au niveau cantonal. Les données communiquées à l'AFC se basaient sur une répartition de bénéfice net IFD selon la répartition fiscale. Les instructions du DFF du 19 Décembre 2008 stipulent que les données des bénéfices « Suisse » et « étranger » annoncés pour la RPT proviennent de l'impôt cantonal. En effet, les bénéfices « Suisse » et « étranger » imposés au niveau cantonal sont inférieurs aux valeurs IFD communiquées pour la RPT. La répartition fiscale ne fait elle-même pas l'objet de l'audit du CDF. Dans sa prise de position du 18 avril 2013, l'ACI BL a indiqué avoir rendu attentif l'année dernière l'AFC et l'AFF à la nécessité de compléter la directive du DFF du 19 décembre 2008 pour garantir un traitement uniforme des « sociétés cantonales principales »

- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** Pour la société qui présente une part à l'étranger d'environ 20 %, procédure 1c selon l'arbre de décision. Cette société devrait être communiquée à l'AFC avec un statut de société imposée de manière ordinaire pour l'année fiscale 2010. Pour les 4 autres sociétés, le CDF recommande au groupe assurance qualité RPT de définir comment ces cas doivent être annoncés à l'avenir pour être conforme au niveau de la RPT.
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Les exigences suivantes doivent être remplies pour que les sociétés cantonales principales puissent être annoncées comme des sociétés à statut particulier :
 - a) La société doit produire avec sa déclaration une répartition de bénéfice selon l'article 28 alinéas 3-4 LHID, comparable à celles qui sont établies par les vrais sociétés mixtes et distinguant les bénéfices suisse et étranger ;
 - b) La société doit remplir les exigences nécessaires à l'obtention du statut cantonal particulier, même si elle renonce à l'invoquer.

Ces critères doivent être remplis pour toutes les annonces futures ; à défaut, les sociétés cantonales principales seront traitées comme des sociétés ordinaires, sans prise en

compte du facteur bêta sur leurs revenus étrangers, et leur revenu IFD sera retenu après prise en compte de la répartition internationale selon la taxation cantonale effective.

- **Correction** : la correction n'a pas encore pu être prise en compte dans les documents mis en procédure de consultation.

1.2.5 Annonce de sociétés avec un code de société erroné

- **JU, indicateur BPM**: Trois sociétés de capitaux pour l'année fiscale 2009, respectivement une société de capitaux pour l'année fiscale 2010 ont été, à tort, annoncées comme sociétés ordinaires ou sociétés de domicile plutôt que comme sociétés holding. Deux sociétés bénéficient de taux de réduction pour participation de 89,058%, respectivement de 100%. La troisième société affiche un bénéfice imposable de 400 francs.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur**: *Procédure 1c selon l'arbre de décision. Les chiffres corrects doivent être communiqués à l'AFC pour l'année fiscale 2010. L'impact sur le potentiel de ressources de l'erreur apparaît minime.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT**: Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

1.2.6 Pas d'annonce du revenu locatif pour une société holding

- **JU, indicateur BPM**: Le CDF a constaté que, pour une société holding, le bénéfice de revenu locatif de 13'064 francs pour l'année fiscale 2009 n'a, à tort, pas été annoncé comme bénéfice « Suisse » de la société.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur**: *Procédure 1c selon l'arbre de décision. Le chiffre correct doit être communiqué à l'AFC pour l'année fiscale 2010. L'impact sur le potentiel de ressources de l'erreur apparaît minime.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT**: Cette erreur n'ayant pas un impact significatif sur le potentiel des ressources de la RPT, nous renonçons à en demander la correction.

2 DIFFERENCES D'INTERPRETATION DES DIRECTIVES

2.1 Correction manuelle des bénéfices « Suisse » et « étranger » pour l'indicateur BPM

- **ZH, indicateur BPM:** Si la somme des bénéfices « Suisse » et « étranger » (qui correspond au bénéfice imposable au niveau cantonal d'une personne juridique au statut fiscal particulier) est plus importante que le bénéfice imposable selon la LIFD, l'ACI ZH réduit le bénéfice « étranger », si nécessaire également le bénéfice « Suisse », jusqu'à ce que leur somme corresponde au bénéfice imposable à l'IFD. Cette correction était auparavant effectuée de manière centralisée par l'AFC. Celle-ci en a délégué l'exécution à l'ACI ZH.

Comme les bénéfices « Suisse » et « étranger » sont respectivement multipliés un facteur 1 :1 et le facteur Beta préalablement à leur inclusion dans l'assiette fiscale agrégée (AFA), la séquence et la nature des corrections de bénéfices revêtent une importance particulière. Initialement mise en œuvre de manière centralisée par l'AFC, cette pratique n'est pas décrite dans la directive de l'AFF du 19 décembre 2008.

- **Proposition du CDF:** *Dès lors que la compétence d'ajuster les bénéfices « Suisse » et « étranger » pour garantir que leur somme ne dépasse le montant de bénéfice imposable à l'IFD a été transférée aux ACI et qu'un traitement équitable des corrections s'impose entre les cantons, le CDF propose d'introduire une nouvelle disposition à l'Annexe 4 « Bénéfices des personnes morales » de la Directive du 19 décembre 2008 du DFF.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** L'AFC va à nouveau effectuer cette correction elle-même à l'avenir. Il n'y a pas de délégation aux cantons.

2.2 Annonce d'un statut de taxation „définitive“ pour des sociétés ordinaires sur la base des seuls éléments de la déclaration d'impôt

- **JU, indicateur BPM:** Sur la base d'une saisie manuelle des bénéfices imposables pour l'IFD selon la déclaration fiscale, l'ACI JU a annoncé plusieurs sociétés ordinaires comme ayant été taxées définitivement, alors même qu'aucune taxation définitive n'a eu lieu.
- **Proposition du CDF pour le traitement de l'erreur:** *Pas d'impact sur la péréquation des ressources, en conséquence pas de correction de données.*
- ⇒ **Position du groupe d'assurance-qualité RPT:** Une prise de position par le groupe d'assurance qualité RPT n'est pas nécessaire.

CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES

Andreas Meyer
Responsable de mandat

Jean-Marc Stucki
Responsable de révision